



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« En calquant leur conduite sur celle de leurs ennemis, ceux qui se présentent et se pensent comme les promoteurs d'un monde nouveau, perdent leur cœur et le sens de la légitimité de leur combat. »

Mato Topé

N° 1695

du 31 janvier au 6 février 2013

La Françafrique durable

Un Mali-mélo bien orchestré



● **Conflit PSA: on est des lions !**

page 7

● **La laïcité bafouée**

page 10

● **C'est pas marrant d'être nigérian**

page 14

M 02137 - 1695 - F: 2,50 €



ET EN PLUS Y FAIT FROID

PAGE 5

Sommaire

Actualité

Honni soit qui Mali panse, par P. Sommermeyer, page 3

Fait froid, par P. Schindler, page 5

La météo ouraganique de J.-P. Germain, page 6

Les dessous de PSA (suite), par S. Larios, page 7

La Chronique néphrétique de Rodkol, page 8

Arguments

Un livret « tendance », par L. Labosse, page 9

Pan dans la laïcité, par Michel, page 10

Retour sur Fukushima, par Frédéric, page 12

International

Pas douce, la vie au Niger, par N. Potkine, page 14

Censure cubaine, par D. Pinos, page 15

Expressions

André Léo, une féministe, par H. Lenoir, page 17

Victor Serge, tel qu'en lui-même, par F. Roux, page 19

Une belle et bonne toile, par M. Topé, page 21

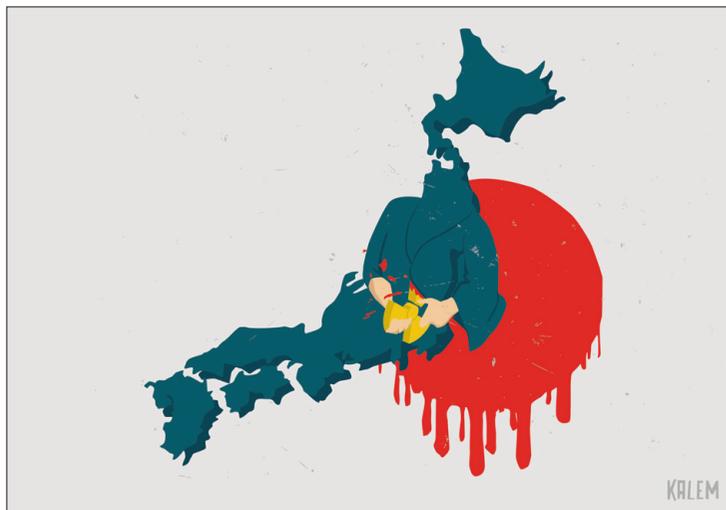
Mouvement

Communiqué de la Fédération anarchiste sur la guerre au Mali, page 22

L'agenda des amis du Monde libertaire, page 23

Illustrations

Aurelio, Kalem, Krokaga, Manolo-Prolo, Nemo, RNST, Slo.



Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdo, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €

6 mois, 18 n^{os} hebdo, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €

1 an, 35 n^{os} hebdo, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires - c/o Maison des passages, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



DÉJÀ UN MOIS de guerre, et on peut supposer, si l'on a quelque confiance dans la vaillance des troupes engagées et dans la qualité de leur équipement *made in France* (qui fait la fierté de nos exportateurs et le bonheur des assassins) que la viande humaine s'est accumulée de façon satisfaisante dans les charniers. Seulement voilà, impossible de dire si les munitions tricolores ont coupé plus de mains et de pieds que les bouchers de la charia, impossible de savoir le nombre de fanatiques terroristes qui ont rejoint le Walhalla islamique, combien de simples passants pulvérisés au bénéfice du doute, d'enfants rôtis dans leur maison incendiée. Seul bilan, côté troupes coloniales : un pilote d'hélico le premier jour, et trois pioupious morts à cause de la neige.

En guise d'information, on n'a que ce que l'armée française veut bien nous donner : rien. Cochons de civils, vous n'avez rien à voir dans les affaires sérieuses de vos généraux. Et ne comptez pas sur le chef des armées, le président de la République, pour vous défendre, car il est pire que complice de ce silence, il en est l'organisateur. On veut une guerre, pour cimenter la nation dans la haine de l'étranger et planquer une politique intérieure définitivement antisociale. On ne veut pas que le doute s'installe, que l'infâme « bonne conscience de gauche » instille son poison dans l'union sacrée. La France doit bombarder près de Tamanrasset pour fermer les usines à Dunkerque.

Voilà donc en train de se dérouler, en notre nom à tous, une campagne meurtrière dont nous ne saurons rien. Les principaux médias, télévisés en particulier, nous donnent le spectacle affligeant auquel ils nous ont habitués. Léchage de godillots, communiqués cocardiés, foules en liesse acclamant les libérateurs, glorification de l'armée, fascination pour la boucherie. D'information, point. Jamais. Le prétendu « quatrième pouvoir » est toujours le valet du premier, l'État.

L'armée et les industriels de l'armement trouvent toujours des raisons de justifier, même en période de crise aiguë comme maintenant, le poids monstrueux dont ils pèsent sur la population, les crédits gigantesques qu'ils consomment sans produire rien d'utile, en détruisant, même. Si l'ennemi n'existe pas, ils le fabriquent bien effrayant. Dans les faits, avec cette poignée de fanatiques religieux qu'on excite continuellement en guerroyant un peu partout et en semant l'injustice ; dans les têtes, avec la propagande incessante qui paralyse le jugement critique. Nous vous disons, nous : l'ennemi est dans notre propre pays, et il gouverne sans avoir jamais été élu.

Un Afghanistan français ?

Pierre Sommermeyer

L'OPINION FRANÇAISE AVAIT accueilli avec soulagement le départ des troupes françaises d'Afghanistan. L'inutilité de cet engagement dans ce pays lointain était partagée par la majorité des Français rejoignant le sentiment de nombre de familles de soldats mort là-bas. Ce répit n'a pas duré. Le 10 janvier, Hollande a enfilé son uniforme de chef des armées. Nous sommes en guerre. Cette fois encore, la France se bat contre des terroristes, contre des islamistes radicaux, la France, au nom des droits de l'homme, s'engage pour défendre un pays agressé. Aujourd'hui, ces populations aux abois accueillent la belle armée française comme des libérateurs. Demain s'apercevront-elles qu'elles ont changé de maîtres ? Frontières, peuples, intérêts divers et variés, complicités, nous allons tenter d'y voir un petit peu plus clair.

L'union sacrée

Il a suffi que retentisse le clairon dans les sables chauds du Grand Sud pour que dans un ensemble étonnant la société française, à quelques exceptions près, se mette au garde-à-vous. Il faut dire que le piège a bien fonctionné. Une de ses mâchoires est le spectre islamiste radical. Il hante la conscience occidentale. C'est à la fois un fantasme et une réalité. L'un nourrit l'autre, et inversement. Depuis la fin des communismes il est le repoussoir idéal pour une société engagée dans un consumérisme exacerbé. C'est aussi une réalité, de nombreux individus s'en prévalent et, les armes à la main, veulent établir leur royaume de Dieu sur terre. Notre société tout entière refuse de voir derrière ces revendications, ces actions mortifères, sa propre, immense, injustice. Après avoir soutenu les printemps arabes de façon très particulière, après avoir pris le parti de Benghazi contre Tripoli en promouvant une guerre propre, après avoir pratiquement ignoré les manifestations de rue en Syrie qui portaient en elles une possible solution pacifique, la presse française comme les autres remplit ses colonnes de la barbarie militariste, syrienne cette fois, des deux côtés. Si la situation en Syrie tourne à l'avantage des rebelles c'est grâce, en bonne partie, à ces gens au drapeau noir et inscriptions blanches. Mais il ne faut surtout pas que les mêmes ou leur clones viennent jouer dans notre pré carré. Tant que dans les confins du

Sahara ces groupes aux noms exotiques s'occupaient à détruire quelques bijoux de notre patrimoine universel, c'était scandaleux, mais bon, c'était loin. Quand, ivres de leurs succès sans combat, ces mêmes groupes lancèrent leur offensive sur le sud du Mali, c'est-à-dire franchissant la ligne imaginaire coupant ce pays en deux, sortirent de ce que l'on voulait bien leur concéder comme leur territoire, la machine militaro-médiatique française se mit en marche au nom de la défense des droits de l'homme. Il serait possible de s'arrêter là et de dénoncer le retour de la politique de la canonnière.

Dans le concert unanimiste, parler comme le fit le député maire de Bègles, Noël Mamère, demande un certain courage : « Quand on dit qu'on a répondu à l'urgence, on a d'abord répondu à l'appel du président malien qui n'est que la marionnette des militaires, lesquels militaires s'approprièrent à le déposer dans la semaine, Alors qui a-t-on sauvé ? Le président du Mali ou le peuple malien ? » En disant cela il ne faisait qu'aborder un bout du problème et c'est l'autre mâchoire du piège.

La question du Mali

Toute cette histoire commence à la fin du XIX^e siècle, fort loin de l'Afrique, à Berlin. Là en 1885, des hommes, sous l'influence de Bismarck, armés d'un crayon et d'une règle, se partagent un continent. Ce qui fera dire au géographe Henri Schirmer, dans les *Annales de géographie*, en 1895, « c'est là un effet de ce petit jeu de hasard auquel s'est tant complu la diplomatie européenne et qui consiste à se partager un morceau d'Afrique avant de savoir ce qu'il contient ». Ce territoire qui confirme les appétits colonialistes français comporte deux régions antinomiques dès le départ, une partie désertique, morceau du Sahara, au nord, et au sud une région de savane. Le Nord est peuplé essentiellement de Touaregs, blancs, islamisés, nomades ou sédentarisés, le Sud, lui, a une population noire sédentaire, dont la religion musulmane est fortement teintée d'animisme, comme les Dogons qui ont fait les grandes heures de nombre d'ethnologues français. En plus de ces antagonismes, la mémoire de l'esclavage des Noirs par les Touaregs reste prégnante dans la conscience des populations du sud. Tout comme le souvenir de l'importance des différents empires maliens qui régnèrent sur cette région pendant des siècles jusqu'à la colonisation.



Le territoire des Touaregs, pour certains d'entre eux leur nation, recouvre le sud de l'Algérie, cette partie du Mali, la plus grande partie du Niger et le sud-est de la Libye. Au nombre d'un million trois cent mille individus ils occupent un territoire désertique plusieurs fois grand comme la France. L'existence autonome de cette population a été niée depuis la fin de la colonisation, au début des années soixante, par tous les pays qui entourent le Sahara. Il ne faut pas s'étonner si année après année, révoltes après révoltes, les Touaregs ont gardé cette réputation d'insoumis perpétuels. De la même façon, en conséquence ils inspirent à la fois un certain mépris et une grande frayeur aux populations noires sédentaires. Ces dernières, plus nombreuses, maîtresses du pouvoir politique, n'ont pas investi d'une façon ou d'une autre dans la résolution de ce problème. Ce qui fait que, le 10 janvier, quand la coalition de djihadistes et de Touaregs franchit la frontière virtuelle entre Nord et Sud, du Mali, la population noire, avec raison, a peur.

L'armée malienne, armes et influences

Une question taraude tous les observateurs, ce capitaine qui a fait tomber le précédent président du Mali, qui est-il ou plutôt quel rôle joue-t-il ? Il détient peut-être une des raisons de l'intervention française. Ce militaire a été formé aux États-Unis. Il incarne en fait l'intérêt des États-Unis pour l'Afrique subsaharienne. Le Pentagone a investi plusieurs millions de dollars dans cette région de l'Afrique, conscient que l'endroit pouvait être un repaire pour Al Quâïda et un fabuleux terrain d'exercice pour ses propres spécialistes. Les choses ne se sont pas passées comme souhaitées, le capitaine a fait un putsch, ce qui pour la façade démocratique américaine n'est pas très porteur, et trois bataillons de l'armée tchadienne équipée par les Américains sont passés du côté des rebelles, c'étaient des Touaregs. Ils sont équipés de 4x4 Land Cruiser (100 000 dollars pièce) complètement neufs et de moyens de communication de dernière génération. Après le « Pan-Sahel Initiative » remplacé par le « Trans-Sahara Counter-Terrorism Partnership », c'est aujourd'hui de l'« US Africa Command » qu'il s'agit. Tout cela montre à quel point cette région du monde intéresse autant et le fait que les armées locales soient efficaces ou pas est secondaire. C'est

d'abord un formidable marché pour les armes. Pour le Groupement des industries françaises de défense terrestre, « l'industrie de l'armement en France représente 15 milliards d'euros, dont 32 % à l'export (quatrième rang mondial). L'armement terrestre y compte pour 5,69 milliards d'euros, dont 2,3 milliards à l'export, soit 20 000 emplois directs, et autant d'indirects, l'État récupérant sous forme d'impôt autant qu'il met dans les entreprises d'armement (sous la forme du plan de relance) ».

Un nouvel Afghanistan ?

Il ne faut pas exagérer et pourtant il ne faut pas l'évacuer. Il semble que des groupes touaregs indépendantistes se disent « prêts à aider » l'armée française en faisant « le travail au sol ». Il faudra en payer le prix. C'est-à-dire prendre en compte leurs revendications, ce qui reviendrait à déséquilibrer toute la région, les Touaregs du Niger, de Libye ou d'Algérie voudront en profiter. Si les populations noires sédentaires semblent soulagées, elles vont rapidement se rendre compte que les sommes gigantesques dépensées dans cette histoire ne sont pas pour elles, ni peu ni prou.

L'intérêt économique de la région ne peut que prendre le pas sur d'éventuelles revendications de justice sociale. Il n'y a pas seulement le pétrole et le gaz du nord du Sahara et l'uranium du sud, au Niger. Pour les spécialistes, de nouveaux domaines de recherche s'ouvrent dans les sables, en particulier dans le domaine des terres rares, de plus en plus recherchées. L'exploitation de ces minerais, à quelques exceptions près, ne se fera pas d'une manière acceptable. Il y a malheureusement trop de facteurs convergeant vers un « mal développement ». Le risque est fort pour que, sous la triple pression d'une demande forte des investisseurs étrangers, de perspectives de rentes (le nom poli de la corruption) et d'une faible capacité des agences environnementales, cette exploitation se fasse selon un modèle « Far West ». Cela se fera, inévitablement, au détriment des équilibres naturels déjà fragiles, comme à celui des populations locales, qui seront déplacées et prolétarisées.

Choisir son camp ?

La situation n'est pas simple. Il y a d'un côté la glorieuse armée française avec ses acolytes africains. C'est clair que ce n'est pas notre tasse de thé. De l'autre il y a les agresseurs venus du désert, une coalition d'islamistes radicaux, suicidaires, et de Touaregs rejetés. Faut-il choisir ? Je ne le crois pas. Ce que je sais c'est que les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis. Les populations, que nous connaissons à travers leurs membres immigrés dans notre pays, sont les victimes de ces combats. Notre solidarité ne peut aller que vers elles tout en reconnaissant que pour l'instant elles accueillent les bidasses tricolores avec soulagement. De loin, nous ne pouvons que servir de caisse de résonance à ceux qui luttent sur place pour plus de justice sociale. Voilà notre tâche.

P.S.

CQFD en danger grave

CQFD, L'INDISPENSABLE publication, unique en son genre dans sa critique des médias, des va-t-en guerre et des connivences de salon est sur le point de disparaître: il lui faut trouver très vite 5 000 euros. Bien sûr toutes les aides en ce sens sont les bienvenues, mais il s'agit aussi et surtout de relayer cette triste info et de susciter des réactions en sa faveur. Les personnes intéressées peuvent joindre l'équipe de rédaction de CQFD à leur numéro direct: 06 19 42 37 25. Bonne lutte et longue vie à CQFD.

La rédaction

Neige en hiver

on aura tout vu !



COMMENT COMMENCER UN BILLET D'HUMEUR enneigé? Il fait déjà aussi froid dehors qu'à l'intérieur, au point que cette année, même les pointes de stylos bille sont gelées. Évidemment, on n'a jamais vu ça : de la neige en hiver... dix centimètres de neige, quel drame, quelle panique, un avant-goût de fin du monde. Parce que la neige, non seulement c'est chiant pour se déplacer et aller au travail, laisser rouler les TGV, mais en plus par moins zéro elle gèle et elle s'incruste. Il n'y a que les enfants naïfs qui la découvrent pour la trouver drôle. Pour eux, neige égale bonhomme de neige, neige égale boules de neige. Le seul moment où l'on peut se venger des adultes sans qu'ils vous engueulent! Mais, au fait, la neige c'est fait de quoi? Et symboliquement, philosophiquement parlant? Il faudrait mettre le sujet à l'ordre du jour du prochain baccalauréat! Moi je dirais tout simplement que la neige, ça finit toujours par fondre un jour, alors pourquoi tout ce cirque? La nature est faite de cycles, tout simplement. Mais, dans ce monde complètement matériel, hystérique de bien-être et de course à la rapidité et la rentabilité, les possédants n'aiment pas que leurs employés aient de bons prétextes pour arriver en retard, voire jouer les absentéistes sous un prétexte fallacieux de difficulté de transports, de risque de chute, etc. Les enfants donc, mais aussi les politiques apprécient le tapis blanc immaculé après une nuit de chute neigeuse. Ben oui, c'est bien pratique et esthétique la neige: d'abord, ça blanchit les trottoirs, mais

surtout ça cache la m... Sauf qu'à Paris c'est assez rare la neige. Enfin, en tous cas plus rare qu'il y a deux siècles. Il aurait fallu poser la question à nos camarades communards car, en 1870, il paraît que l'hiver était plus qu'enneigé. À un tel point que Paris n'était plus ravitaillé (encerclé par les Prussiens, puis les Versaillais) et que du coup, très vite, il n'y avait plus de quoi se chauffer et surtout il n'y avait plus rien à bouffer. Les animaux du jardin des Plantes en ont fait les frais et se sont retrouvés au menu des restaurants des Grands Boulevards. La neige a-t-elle eu un rôle politique à jouer dans les événements de la Commune de Paris? Peut-être un peu. Mais, aujourd'hui, plus de communards, plus de Versaillais à Paris, en revanche, la neige, elle, est bien là. Bon et bien, qu'elle serve alors, au moins d'alibi... Qu'elle recouvre de son beau voile blanc une actualité agressive. Qu'elle paralyse le pays et les baraques en bois des résistants de Notre-Dame-des-Landes, qu'elle recouvre cette guerre au Mali dont déjà on a oublié les tenants, les aboutissants et les dessous sous-jacents... Qu'elle fasse oublier les dizaines de milliers de suppressions d'emplois programmées dans les dernières usines installées en France. Oubliés également les plus de trois millions de chômeurs et précaires. Oubliée la petite vieille qui s'est fait virer (malgré la neige) de sa maison de retraite-mouroir parce que ses enfants n'avaient pas honoré les dernières mensualités. Oubliée cette mère célibataire qui s'est fait elle aussi

virer de son «4 m²» par un marchand de nuit, parce qu'elle avait deux échéances de retard. Finalement, la neige, dans un pays «paralysé» par les profiteurs de la misère de toute espèce, ça arrange bien des gens, c'est un peu comme la trêve des confiseurs, ça laisse le temps aux dirigeants de trouver comment emberlificoter le bon peuple pour mieux le tenir en laisse! Et surtout, ça en fait couler de la salive et de l'encre dans les médias: quelle mobilisation, pour le coup!*

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash,
de la Fédération anarchiste

*. Le parti-pris météorologique des médias aux ordres n'a pas échappé non plus à notre excellent confrère *Le Canard enchaîné*. Ainsi peut-on lire dans les colonnes de son numéro du 23 janvier 2013 : « Manifestement, le Jité de TF1 est rentré en guerre contre... les intempéries. Dimanche soir (20/1), Claire Chazal a consacré pas moins de 22 minutes à la neige dans son 20 heures, battant ainsi haut la main l'autre plus grand journal télé de France, celui de Laurent Delahousse sur France 2, qui n'a fait "que" 16 minutes sur la météo. » Et le palmipède de conclure finement : « Il va bien finir par neiger en Algérie et au Mali ».

Brèves de combat

Droits pour tous

Le week-end précédant la manifestation nationale, à Paris le 27 janvier, en faveur du mariage pour tous, ils étaient près de 8 000 manifestants à Toulouse, 5 000 à Nantes, 2 500 à Lille et 6 000 à Strasbourg pour crier leur écoeurément face à la libération de la parole homophobe de ces dernières semaines.

Pas vu, pas pris !

En mars 2009, un policier de la BAC a tiré sur Joan Celsis à la fin d'une manifestation dans les rues de Toulouse. L'étudiant a perdu l'usage de son œil droit. Il a porté plainte mais l'instruction, conduite par le juge Philippe Guichard, a conclu à un non-lieu... Ben voyons !

Pas vus, pas expulsés !

La France a expulsé 36 822 étrangers en situation irrégulière en 2012, contre 32 912 en 2011, soit une hausse de 11,9 %. Ce record historique est toutefois inférieur à l'objectif visé par le précédent ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, qui avait tablé sur 40 000 expulsions si Nicolas Sarkozy avait été réélu. Ça fait une belle jambe à ceux qui n'y ont pas échappé !

Marchand de sommeil

L'association Abbé Pierre a révélé qu'après des mois de galère une mère célibataire s'est fait expulser illégalement en plein hiver de son «logement» de 4 m² (!), qu'elle louait 200 euros par mois. Après

Météo syndicale



À L'UL CGT DE SAVERNES (dans l'Alsace bossue) on dénonce l'ode à la flexicurité signée par principalement la CFDT. Dans un tract, FO et CGT sont citées ensemble pour fustiger l'Accord national interprofessionnel (ANI). C'est un exemple entre autres, la base grognieuse de la CGT reprendrait du poil de la bête pour influencer le nouveau timonier de la centrale de Montreuil¹. Mais le trafic d'influence existe aussi dans le mouvement syndical ! Il est vrai que Bernard Thibault peut ainsi «redorer sa sortie» en laissant la bride sur le cou à ceux et celles qui critiquaient la cfdétisation du premier syndicat en France². Pour autant, on n'ira pas voir dans le marc de café !

On pourra donc toujours rêver quelle danse esquissent les successeurs de Thibault et Chérèque ! Quoi qu'il en soit, les syndicats représentatifs toutes tendances confondues, sont d'un mutisme fracassant face à l'épopée guerrière de la France au Mali. Qui ne dit mot consent, dit l'adage populaire, mais là... Même pas le minimum syndical, pas un mot pour qualifier le pillage de l'Afrique qui continue sous couvert de la lutte contre le terrorisme musulman. Bien loin le temps où les syndicalistes français pouvaient déclarer à Amiens : «Le quinzième congrès national corporatif des syndicats français (CGT) tenu à Amiens, en octobre 1906, affirme que la propagande antimilitariste et antipatriotique doit devenir toujours plus intense et toujours plus audacieuse.»

On laissera pour l'instant de côté les problèmes de succession à la tête du Medef. Comme quoi le goût du pouvoir existe, et se montre partout. La lutte de Laurence Parisot pour conserver encore les rênes en main n'a

rien à envier à l'UMP et à certaines organisations syndicales ! Misère universelle ? Le socialisme français au pouvoir ayant mis ses peintures de guerre, il ne se préoccupe guère de son programme social. Ayant œuvré, dans les coulisses et au grand jour, pour que patronat et partenaires sociaux fassent l'union sacrée, les avatars de la sidérurgie et l'automobile sont les cadets des soucis du gouvernement. Jean-Marc Ayrault avalise l'arrêt des hauts fourneaux d'Arcelor-Mittal en Lorraine, quand les militants CFDT réclament toujours la nationalisation. Comme on le disait après une rencontre avec un conseiller social de l'Élysée : « Ah, ça, pour manger des merguez, monter sur notre camion et faire des promesses de campagne, Hollande, il était là, mais maintenant qu'il faut décider, respecter sa parole, il n'y a plus personne. » Tiens, Nicolas Sarkozy n'avait pas fait mieux.

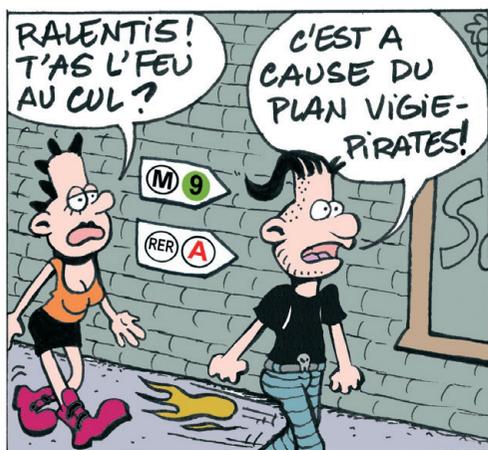
La nouvelle direction de la CFDT a du grain à moudre. Le diktat rampant du dialogue social imposé par la sociale-démocratie française aura fait long feu. Quant au nouveau concept nommé la «gauche du PS», sert-il à autre chose qu'à légitimer la realpolitik de François Hollande ?

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Ségui de
la Fédération anarchiste

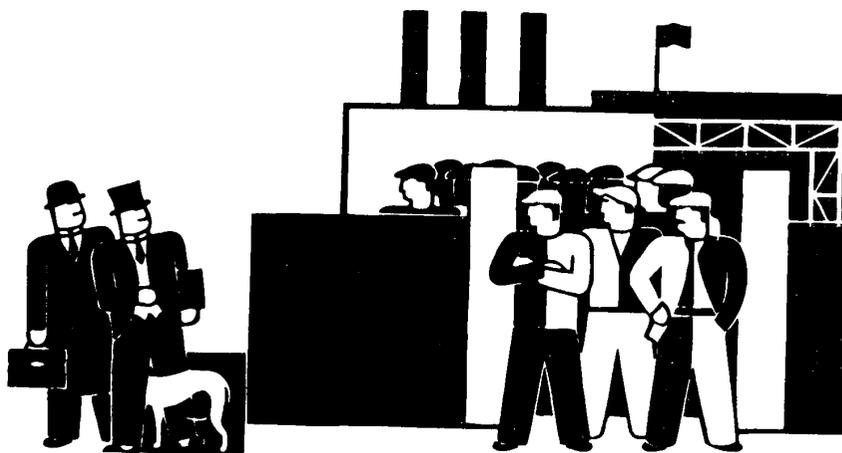
1. Plus que souvent dans la critique de la direction confédérale les tendances sont variées : des partisans de la FSM à des libertaires toutes tendances confondues.

2. Pour le nombre, bien sûr...

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Récit d'un ouvrier (suite)



MERCREDI 16 JANVIER, la grève reconductible a enfin démarré dans l'usine. Sur un effectif de 3 000 personnes, une minorité de 450 grévistes, chiffre de la CGT, bloquent la production. Selon moi, c'est à peu près 250 ouvriers qui constituent son noyau dur. L'un des objectifs de la lutte est atteint : l'usine est morte, pas une voiture ne sort depuis cette date ! Avant de vous raconter ces événements, n'ayant pas encore tous les éléments nécessaires pour le faire de manière précise, je reprends la suite de mes articles à l'endroit laissé par le précédent. Leurs enchaînements amèneront au moment présent, l'éclairant un peu plus.

Nous revoici donc au mois de juillet 2012, à quelques jours des vacances. À ce moment, les tensions entre grévistes et non-grévistes deviennent de plus en plus paroxystiques. L'atmosphère devient encore plus électrique, quand on apprend que des non-grévistes profitent de la journée du 12 juillet pour être payés double. Les grévistes avaient obtenu qu'elle soit payée. Ceux qui ne sont pas allés protester sur le parking ce jour-là n'ont eu aucun scrupule à toucher leur journée de travail en plus. Je ne répète pas encore assez pour ces vermines : « *Lorsqu'il y aura négociation, tout devra aller aux seuls grévistes ! Les autres pourront crever ! Tu bougeais pas, c'est que t'étais content de ton sort !* »

Un collègue s'énerve encore plus apprenant qu'un chef, qui ne fout rien depuis vingt ans, ne remplaçait même pas pour aller aux cabinets. Maintenant, l'enflure prend le poste des grévistes. L'ouvrier ajoute : « *Tôt ou tard les pendules seront remises à l'heure !* »

Ce qui suit éclaire bien des aspects du trotskisme. Nous débarquons au débrayage demandé par la CGT en fin de journée. Le camarade Jean-Pierre Mercier doit faire le compte rendu de son entrevue avec Montebourg. Une fois les grévistes présents, le

leader répète, pour commencer son discours, le déjà dit plusieurs fois, histoire de donner plus de consistance à son allocution. Il fait ça malgré la demande des grévistes d'aller à l'essentiel pour pas perdre trop d'argent. Son allocution finie, Mercier demande au micro s'il y a des questions. C'est gonflé de la part de quelqu'un qui dit partout qu'il faut des débats entre ouvriers ! L'ouvrière de l'autre jour, du haut de sa petite taille, d'une voix légère, ose une remarque. Sans micro, la voix porte ne pas. Mercier se garde bien de le faire passer. Elle n'a pas l'habitude de parler en public comme le grand orateur professionnel qui prépare ses discours à l'avance... Après la remarque de l'ouvrière disant : « *Il faut rester dans l'usine le 25 ! Faire une journée morte ! S'adresser aux indécis pour bloquer la production !* » Mercier reprend la parole micro en main. Il répète les propos de l'ouvrière tel un professeur corrigeant ses élèves. Après ça, il ajoute : « *C'est pas une bonne idée, il faut tous monter avenue de la Grande-Armée ce jour-la, une délégation de l'usine de Rennes, qui va subir 2 000 licenciements, viendra ! Nous pourrons discuter avec eux !* » Avec ce qui vient : les trotskistes dévoilent une fois de plus leur vrai visage. L'ouvrier qui avait entraîné le débrayage du paquebot hausse la voix sans micro : « *C'est dans l'usine que ça se passe ! On t'a déjà assez vu dans les télé !* » À ce moment, un béni oui-oui de Lutte ouvrière intervient à son tour : « *Il faut qu'un leader dans le mouvement !* » Entendant ça, énervé, je hausse le ton pour être entendu : « *Non, c'est la porte ouverte à toutes les pires dictatures, totalitarismes qui ont commencé comme ça ! Avec un unique leader qui au départ pouvait être honnête !* » Les trotskistes et leur suite me mitraillent du regard. Ça joue pour eux que je sois pas un bon orateur, avec ou sans micro. Ma prose reste. Mes paroles s'envolent toujours dans le tumulte des flots de l'action d'une grève, finissant dans la confusion. Profitant de la confusion qui

s'installe, les autres militants de Lutte ouvrière présents prennent le micro. Et à tour de rôle, ils appuient la proposition du chef. Des cris s'entendent : « *Ils ont raison ! Ils ont raison !* » Ça promet pour le comité de grève.

Bingo ! Le lendemain, ils remettent ça pour placer leurs militants au comité de grève. Ils ne vont pas changer une formule qui gagne. Une formule qui a marché par le passé chez leurs maîtres stalinien. En plus, il ne faut pas qu'ils traînent, une riposte pourrait s'organiser. Les trotskistes présentent au micro leurs candidats, les adoubs qu'ils pourront manipuler. Les autres partants doivent se présenter en levant la main, pire qu'à l'école quand on demandait la permission à la maîtresse. Après ça, le tribun d'arrosoir fait voter l'élection du comité de grève à main levée. Comme ça, certains passent, ni vu ni connu. Qui a dit que ce ne sont pas de fins stratégies politiques ?

Leur stratégie a même été jusqu'à appeler à l'abstention au second tour de la présidentielle. Ils en rient encore jaune d'un bon mot qui circule dans les ateliers : avec 0,5 vous vous êtes abstenu aussi au premier tour !

Beaucoup d'ouvriers ne veulent pas faire partie du comité de grève. Ils ont eu vent de son déroulement : Lutte ouvrière laisse d'abord tous les points de vue s'exprimer. Beaucoup parlent pour ne rien dire, c'est pain bénit pour les trotskistes, les éventuels opposants sont noyés dans ce fatras de paroles. Après ça, à tour de rôle, ils imposent le leur, espaçant les interventions pour que les participants croient que leur point de vue vient du débat.

Il est à souhaiter que la grève présente permette aux ouvriers conscients de faire voler en éclats cette politique vaseuse.

La suite prochainement...

Silien Larios

trois mois d'impayés, et plusieurs menaces successives, le propriétaire a empaqueté ses affaires dans des sacs poubelles qu'il a posés dans le couloir de l'immeuble. Le salop.

Victoire pour 13 précaires de l'école

Le tribunal des prud'hommes d'Aix-en-Provence a lancé un pavé dans la mare de la précarité dans l'éducation nationale en requalifiant en CDI 13 contrats aidés d'assistant de vie scolaire. Une décision prud'homale qui pourrait faire jurisprudence sur l'ensemble du territoire. À suivre.

Grève du primaire

Plus de 80 % de grévistes et la moitié des écoles entièrement fermées à Paris. Les enseignants du primaire ont massivement défilé pour demander le retrait de la réforme sur les rythmes scolaires. Parmi les principales critiques, l'allongement de la pause méridienne de 45 minutes, le manque de moyens, d'animateurs et une réforme « bâclée ».

Le directeur de Fessenheim persiste et signe

Le directeur de la centrale nucléaire a confirmé que les travaux de renforcement du radier, exigés par l'Autorité de sûreté nucléaire pour une poursuite d'exploitation, allaient être menés avant l'échéance, fixée à juin 2013. Dans ce but, le réacteur n° 1 devrait être fermé d'avril à juillet. Et il explosera à la réouverture en août ?

Chronique néphrétique

Post-hits (2)

« Derrière chez moi y a une usine / (c'est pas un dragon postglaciaire) elle fume elle crache dans l'atmosphère, / sur les vitres et sur la verdure, le linge, les bronches et les voitures, / les tombes, les ch'veux des demoiselles, de la limaille et des poussières / Bienvenue dans l'air postindustriel! »

POSTINDUSTRIEL avait eu son heure de gloire dans des milieux plus économiques. J'ai souvenir de militants du Parti socialiste (entre autres) qui, dans les années 80-90, n'avaient que cela à la bouche pour justifier la fin de l'industrialisation, de la classe ouvrière, la nécessaire tertiarisation, l'avènement de la société des loisirs et... la fin de la lutte des classes. Lorsque l'on répondait qu'il n'y avait jamais eu autant d'ouvriers sur la planète... cela n'imprimait pas! Mais les mêmes doivent aujourd'hui conseiller à leurs enfants et petits-enfants d'apprendre le chinois... On ne dit plus « postindustriel », on parle de « désindustrialisation », cela sonne moins « moderne », cela sent la régression... Pourtant, à l'heure où des hauts fourneaux s'éteignent à Florange (et tout le monde en entendit parler), le troisième haut fourneau de l'usine Arcelor de Dunkerque est remis en marche (usine qui inspira la chanson) et personne n'en parla (du HF et de la chanson!). La réalité est toujours plus complexe que les étiquettes et les schémas.

Revenons à Michel Onfray : si le titre attire, si l'étiquette « postanarchisme » interpelle, si des dizaines, des centaines de lecteurs d'Onfray sont influencés par ces quelques pages et dirigent leur réflexion vers l'anarchie, ce sera toujours cela de bon! Soit dit en passant, c'est bien cela qui nous manque : des discours, des films, des spectacles, des textes adressés aux grand-mères, aux petits-enfants, à tous. À tous les autres.

Le postanarchisme se muera-t-il en « dés-anarchisation » (sic) ? Il faut ici détailler davantage. Michel Onfray écrit : « La révolution qui règle définitivement tous les problèmes et assure la disparition du mal sous toutes ses formes [...] voilà une incroyable fiction digne des scénarios les plus fantasques, les plus infantiles et les plus religieux. Quand on aura : [...] rompu avec le schéma chrétien

de révolution avec annonce du paradis à venir ; cessé de croire aux fantaisies millénaristes avec promesses de sociétés radieuses ; arrêté de souscrire aux naïvetés rousseauistes – alors arrivera le temps de l'anarchie positive, la tâche que se propose le postanarchisme. »

Ici donc, le postanarchisme d'Onfray est bien postmoderne. La fin des métarécits, suite aux horreurs stalinienne, refroidit les vellétés révolutionnaires. Onfray n'invente rien, ce discours a été tenu maintes fois avant lui. Sur un échiquier politique très large. Non, je ne vais pas le traiter de « social-traître »... Car on peut même aller plus loin : Tomas Ibanez dans *Fragments éparés pour un anarchisme sans dogmes* affirme : « Si l'on croit vraiment au succès d'un projet révolutionnaire, alors il faut renoncer à tout ce qui peut l'entraver et, en particulier, à l'ensemble des valeurs libertaires, parce que les deux choses sont incompatibles. » L'argumentation est puissante : « L'objectif suprême (la révolution) légitime le sacrifice du présent au futur, la subordination du temps concrètement vécu au temps abstrait, l'effacement de la vie devant l'idée, sans mentionner d'autres sacrifices – qui vont de l'autosacrifice des militants à l'action de sacrifier autrui, en passant même par le sacrifice des principes que l'on proclame. » Ennemis de tout despotisme, les anarchistes repoussent toutes les théories autoritaires. Mais la révolution, c'est quand même sacrement autoritaire, non ?

Pourtant : est-il besoin de croire en la révolution pour qu'elle advienne ? Non. On peut s'être dégagé de toute mystique révolutionnaire, ne pas idéaliser l'événement, craindre les issues possibles et ne pas pour autant en éliminer la possibilité. Et donc la possibilité d'agir dans ces circonstances-là. Que ferions-nous en Égypte aujourd'hui ? Critiquer une vision de la révolution, cela n'implique pas que les révolutions n'ont pas lieu.

Amusant tout de même de constater que le jadis récurrent (et un moment oublié) « réformisme ou révolution ? » se réinvite dans cette chronique sous des formes diverses. (À suivre.)

Rodkol

rodkol netcourrier.com



Un livret de famille fractal

« Il conviendrait de repenser la notion de filiation en la centrant non plus sur la famille, mais sur l'individu. »

À COURT D'ARGUMENTS POUR s'opposer au rouleau compresseur du projet d'ouverture du mariage aux personnes de même sexe, les parlementaires de droite ont déniché le nouvel argument imparable du livret de famille et autres documents administratifs qui, horreur et damnation, passeraient par pertes et profits la mention sacro-sainte de «père» et «mère»!

Qu'est-ce donc que ce livret de famille? Pas grand-chose: un papelard inventé par la France, en 1877, suite à la destruction de l'état civil parisien en 1871. À cette date, le divorce était interdit en France; il ne fut rétabli que par la loi Naquet du 27 juillet 1884. Jusqu'à la réforme de 1975, le divorce pour faute fut seul admis. Sous sa forme actuelle, le livret de famille a d'ailleurs été créé par décret en 1974, et ne dépend pas de la loi. C'est pourquoi il n'est pas mentionné dans le projet actuel, et cristallise des inquiétudes bien opportunistes. Quel peut-être le sens de ce livret de famille en 2012, alors que nous sommes passés de 5 000 divorces par an en 1885 à 134 000 en 2010?

Il faudrait enquêter pour savoir si un tel livret existe dans les autres pays qui ont déjà adopté le mariage entre personnes de même sexe, et donc si un tel bouleversement «anthropologique» s'abattra sur notre peuple, comme si le fait que ce soit écrit sur un bout de papier avait un rapport avec le fait qu'on sache ce que sont père et mère!

Ce livret de famille ne sert pas à grand-chose d'autre qu'à nous pourrir la vie. S'il contient bien sûr des renseignements utiles sur notre généalogie, ces renseignements pourraient plus efficacement être colligés sur une fiche individuelle. Que peut bien vouloir dire ce bout de papier à l'ère des familles recomposées, alors que la barre de 1 divorce pour 2 mariages a été allègrement dépassée? Et surtout, alors qu'on est passé du papier au numérique! Qu'a-t-on à faire d'un livret de papier jauni en un seul exemplaire dont on ne se souvient plus dans quel tiroir on a bien pu le fourrer la dernière fois qu'on en a eu besoin? Un état civil moderne informatisé réglerait les problèmes d'accès d'un document en un seul exemplaire pour une famille

souvent éclatée en deux foyers. Et puis, détail, songe-t-on au remords que constitue ce livret de «famille» pour les couples mariés qui n'auront jamais d'enfants malgré leur désir, stériles ou recalés pour l'agrément d'adoption? Puisque la gauche empiète sur le terrain de la droite en promouvant le mariage, n'est-il pas savoureux et de bonne guerre que la droite lui glisse sous les pieds cette peau de banane?

Il conviendrait à mon sens, dans le cadre d'une refonte d'un droit de la famille conscient de l'évolution des mœurs, de repenser la notion de filiation en la centrant non plus sur la famille, mais sur l'individu. Pourquoi ne pas fournir à chaque enfant l'accès à un document dématérialisé établissant sa filiation? Un tel document mentionnerait sur la première ligne les père et mère biologiques, puis sur les lignes suivantes toutes les variantes imaginables de la parenté qui n'entrent pas forcément dans les cases affectées par l'administration. Les progrès de la généalogie permettraient aussi, dans la version dématérialisée, un aperçu de l'arbre qui pourrait remonter aussi loin que possible. De même que la BNF, en créant Gallica, n'a pas laissé à Google l'exclusivité de la numérisation de ses trésors, ne pourrait-on pas en profiter pour ravir aux mormons l'exclusivité de la numérisation de notre état civil!

Pour un «mariage pour tous» digne de ce nom, ne conviendrait-il pas de repenser la famille sous un angle fractal, à la fois individuel et collectif? Tout en écoutant le désir de deux femmes ou de deux hommes de faire couple, nous devrions aussi respecter le droit d'un enfant, c'est-à-dire d'un futur adulte, de connaître, s'il le désire, sa filiation complète. Aligner, comme le propose Marcela Iacob, le

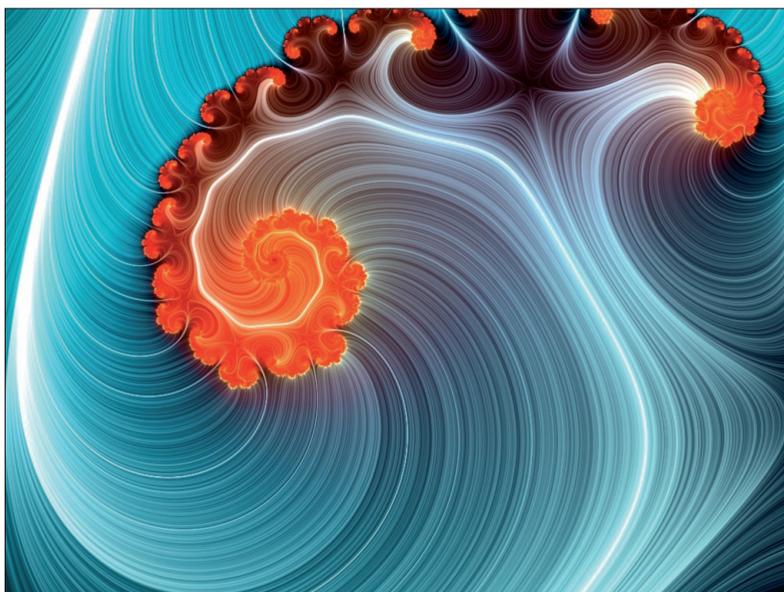
statut de géniteur sous X sur celui de l'accouchement sous X, en préservant la possibilité au père ou à la mère de changer d'avis si dix-huit ans après l'enfant manifeste le désir de le ou la connaître; réfléchir aussi à l'anonymat du don de sperme, anonymat supprimé en Grande-Bretagne depuis 2005. Le «mariage pour tous» et le livret de famille limités à deux parents de même sexe ne risquent-ils pas de favoriser la spoliation du père ou de la mère biologique de sa parenté en plus de sa parentalité?

Pourquoi les lobbyistes gays et lesbiennes s'obstinent-ils à réclamer un mariage prétendument «pour tous» limité à deux personnes, tout en prônant d'autre part des projets de filiation à trois?

Un état civil moderne se devrait de clarifier les choses, plutôt que de plaquer la variété du vivant dans le lit de Procuste de la famille monogame! Oui, comme dans une figure fractale, une famille moderne peut cacher un lien de parenté identique sous un autre; une mère peut cacher une autre mère, et une fratrie fractale peut se révéler à tiroirs. D'où la nécessité, plutôt que d'imposer à la hussarde cette réforme étriquée du «mariage pour tous», d'ouvrir un vaste chantier éthique sur tous les aspects du droit familial.

Lionel Labosse

Lionel Labosse est l'auteur du *Contrat universel: au-delà du «mariage gay»* aux éditions À poil, 2012.



Amen !

L'État offre la laïcité aux religions

Michel

*Liaison Marguerite-Agutte de
la Fédération anarchiste*

DEPUIS UNE TRENTAINE D'ANNÉES l'État français, faut-il le rappeler, un des rares états laïques en Europe, multiplie rapports et lois concernant la laïcité et l'expression religieuse dans tous les domaines de la vie sociale et économique : services publics (hôpital, école etc.), dans l'entreprise et y compris dans la sphère publique. Pourtant, la religion est censée relever de la seule liberté de conscience des individus donc de la sphère privée !

L'autre paradoxe réside dans le fait que l'État, qui accorde ainsi tant d'importance à l'expression des religions, est le même État qui n'en accorde aucune par rapport aux besoins du peuple en matière économique et sociale : travail, santé, éducation, logement, transport au nom de la Révision générale des politiques publiques (RGPP), autant de préoccupations censées pourtant le légitimer.

Bien au contraire, l'État, en revisitant aujourd'hui le concept de laïcité, en justifiant une nécessaire reconnaissance, liberté, et égalité des cultes, trahit de fait la loi de 1905 de « séparation des Églises et de l'État » qui dans son article premier spécifie : « La République assure la liberté de conscience », suivi du second : « La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte. »

Sous couvert d'aménagement, d'ouverture ou d'actualisation de la laïcité, l'État fait la preuve qu'en définitif il ne considère plus les femmes et les hommes comme des producteurs devant bénéficier du produit de leur travail et des citoyens devant pouvoir utiliser des services publics. Il ne les considère plus que dans leurs rapports à leurs possibles croyances en telle ou telle religion en ignorant au passage l'existence d'une majorité de non-pratiquants, de laïques et d'incroyants !

Ainsi, dans le même temps où les femmes et les hommes sont de plus en plus déconsidérés sombrant dans la précarité et la misère sociale et économique, voici en guise de consolation sans doute que l'État se préoccupe par contre de leur capacité à exprimer leurs croyances en dehors de leur vie privée !

De quoi réinscrire aux frontons des mairies, à la place du triptyque actuel « Liberté, Égalité, Fraternité », « Religion, Communautarisme, Charité » !

C'est ainsi que dans le désert économique laissé par la casse industrielle due au capitalisme, dans le désert social dû à l'abandon par l'État des services publics livrés au privé, fleurissent lois et textes remplaçant le religieux au centre des préoccupations de chacun.

Cette préoccupation de l'État apparaît en particulier dans le rapport du Conseil d'État, publié en 2004, où tout en se basant sur le cadre de la loi 1905, celui-ci considère que, si l'État ne reconnaît aucun culte, « la religion n'est (pour autant) pas une affaire privée... la laïcité ne se résume pas à la neutralité de l'État... elle ne peut ignorer le fait religieux... (et) si le législateur en 1905 a fait disparaître la catégorie des cultes reconnus, il se doit désormais de n'en méconnaître aucun ».

Plus qu'un glissement sémantique, c'est une véritable déclaration de guerre à tous les laïques défenseurs de la loi de 1905 !

Pour preuve de cette haute trahison, il suffit de lire la position du Conseil d'État par rapport au régime des cultes en Alsace-Moselle : « C'est un particularisme local dans lequel on peut voir une forme particulière de l'organisation des rapports et de la séparation des Églises et de l'État... »

Faire du Concordat en Alsace-Moselle une forme particulière de la séparation des Églises et de l'État relève d'un glissement dans le temps et d'une affabulation totale :

- Napoléon Bonaparte signe en 1801 avec le pape Pie VII un Concordat régissant le culte catholique en France.

- La loi de 1905 l'abroge, sauf sur les 3 départements de cette région, alors sous la tutelle du Reich allemand.

- Le retour de l'Alsace-Moselle dans le giron français, en 1918, n'abroge pour autant pas le Concordat qui sera même confirmé par le Conseil d'État en 1925, puis en 1945.

On comprend mieux alors la position du Conseil d'État qui, en 2004, citant le statut clérical d'Alsace-Moselle en exemple, nous

propose la « divine laïcité », fruit du mariage entre l'État et les Églises, le retour à l'ancien régime et cette éternelle alliance du temporel et du spirituel, du sabre et du goupillon !

Concrètement, comment se traduisent cette nouvelle conception de la laïcité, plus béante qu'ouverte, et ce nécessaire besoin pour l'État de reconnaître les expressions religieuses dans toute la sphère publique ?

À l'hôpital : l'application de la « Charte de la laïcité dans les services publics » du 13 avril 2007 précise : « Chaque croyant doit pouvoir se recueillir... s'exprimer librement... se nourrir suivant ses préceptes religieux dans la mesure du choix des menus offert par l'hôpital... »

Par ailleurs si « le libre choix du médecin est posé en principe », celui-ci se voit conforté dans sa « clause de conscience » concernant la pratique de l'IVG !

Sachez donc qu'en cas d'hospitalisation vous aurez la possibilité de vous recueillir dans une salle, faisant office, selon les heures, de chapelle, temple, mosquée ou synagogue. Vous pourrez peut-être y manger hallal, casher ou avoir votre poisson du vendredi...

Qu'importe que dans le même temps cet hôpital, comme la majorité des établissements publics, souffre d'un manque flagrant de personnels soignants, de lits ! Dieu veillera à votre prompt rétablissement.

À l'école : à la demande du ministre « socialiste » Jack Lang alors ministre de l'Éducation nationale, Régis Debray remit en 2002 un rapport proposant « l'enseignement du fait religieux à l'école laïque ». Étonnant ce projet quand on sait que depuis des lustres cet enseignement existait déjà, tel que par exemple en 6^e, 20 % du temps consacré à l'histoire des « débuts du judaïsme et du christianisme », ou en 5^e, 10 % consacré à l'étude des « débuts de l'islam » etc.

Si l'on rajoute à cette disposition l'autorisation en 2004 (rapport Stasi) du « port (discret) d'insignes religieux à l'école », on ne peut que s'interroger sur le véritable objectif de ces dispositions visant à reconnaître, à

étudier les religions et à manifester ses croyances dans l'école laïque.

La réponse se trouve dans le rapport Debray, avec l'énoncé on ne peut plus clair des motivations: «L'effondrement ou l'érosion des anciens vecteurs de transmission que constituaient Églises, familles, coutumes et civilités... la perte de sens est bien une réalité sociale...» Autre «perle»: «Comment comprendre le 11 septembre 2001 sans remonter au wahhabisme, aux diverses filiations coraniques...»

Voilà donc le coupable enfin désigné, justifiant le retour du régime de Vichy avec la nouvelle trilogie adaptée à l'école «Travail scolaire sur les religions, Famille et Patrie, dans le respect des valeurs chrétiennes». Maréchal, nous (re)voilà!

Sachez donc que vos enfants, crucifix, ou autre signe religieux sous la chemise et Bible, Coran et Torah dans le cartable, iront joyeusement à l'école, comme le dit le rapport pour «profiter d'une laïcité ragaillardie, le temps étant venu de passer d'une laïcité d'incompétence (le religieux ne nous concerne pas) à une laïcité d'intelligence (nous avons le devoir de le comprendre)...»

Qu'importe que dans le même temps l'école de votre gamin souffre d'un manque d'enseignants, de classes surchargées, de suppressions d'heures de cours du moment que Dieu accompagne son ignorance!

Dans l'entreprise: en avril 2010, le Haut Conseil à l'intégration (HCI) remet un rapport au président Sarkozy, rendu public en septembre 2011, intitulé «Expression religieuse et laïcité dans l'entreprise».

Celui-ci, constatant «la multiplication de revendications d'expression religieuse au sein des entreprises», proposa concrètement d'autoriser les entreprises privées à «intégrer dans leur règlement intérieur des dispositions relatives aux tenues vestimentaires, au port de signes religieux et aux pratiques religieuses dans l'entreprise».

La reconnaissance de votre appartenance religieuse garantissant la «paix sociale» dans l'entreprise, fallait oser le faire quand le capitalisme mène jour après jour la guerre sociale à tous les travailleurs!

Sachez donc que votre patron est censé vous autoriser à avoir des temps de prières sur votre lieu et temps de travail, et rien ne vous interdit de venir habillé en bonze ou avec une cornette de religieuse...

Qu'importe que dans le même temps une autre expression, syndicale celle-ci, soit de plus en plus bafouée, le code du travail et les conventions collectives détricotées au nom du respect des directives européennes, puisque Dieu souffre avec vous au bureau ou à l'usine, pleure avec vous sur votre fiche de paye!

Dans l'espace public, la commune: le 3 décembre dernier, le conseil municipal d'Argenteuil (Val-d'Oise) a voté la mise en place d'un «Conseil des cultes» intégrant les diverses religions présentes sur le territoire de la commune, ainsi que la mise en place d'une «Journée de la spiritualité», financée sur les deniers publics.



Sur le modèle concordataire d'Alsace-Moselle, voici réintroduite dans l'espace public qu'est une commune, la «reconnaissance républicaine» des religions!

Les habitants d'Argenteuil doivent donc savoir désormais que la mairie, intéressée par les croyances de ses habitants, va subventionner la spiritualité, avec peut-être l'office de tourisme faisant visiter les différents lieux de culte, offrant des places assises pour assister aux offices!

Qu'importe au passage que les athées de cette commune participent par leur impôt au financement de cette journée! Qu'importe que dans cette ville des services publics, comme partout, aient disparu, puisque Dieu illumine la cité, transporte les femmes et hommes autrement plus vite que le bus municipal! La foi donne des ailes!

De l'hôpital à l'école, en passant par l'entreprise ou la commune, au nom d'une laïcité qui serait à actualiser, s'engouffre le religieux mis au centre de ce que l'État considère comme faisant partie de nos préoccupations quotidiennes.

Avec toutes ces dispositions envahissant tout le champ social et économique, il s'agit bien d'une déclaration de guerre contre la laïcité institutionnelle, contre la loi 1905!

Celle-ci, en garantissant l'absolue liberté de conscience de chacun, n'a jamais eu pour volonté et conséquence de «libérer les cultes» afin qu'ils envahissent nos vies. La religion est et doit rester une affaire privée!

Pour conclure, toutes ces dispositions de mise en avant des religion ont bien pour but de remplacer la disparition de toutes les conquêtes sociales, économiques! Durant des décennies, les luttes du mouvement ouvrier ont permis de maintenir, d'accroître des liens de solidarité, d'égalité. Aujourd'hui, les religions missionnées par l'État sont censées rétablir le lien social disparu, remplacer les espoirs déçus d'émancipation terrestre par la croyance et l'espoir en un au-delà!

Au nom de la «concurrence libre et non faussée» reste aux religions monothéistes à proposer le meilleur rapport qualité/prix aux croyants potentiels: prix d'une kippa par rapport à celui d'un crucifix, ou d'un tapis de prière. Il leur restera à présenter à l'État le coût salarial d'un imam, d'un rabbin ou d'un prêtre pour calculer l'impôt à percevoir auprès des millions d'âmes vivant sur le territoire national.

Face à la crise du capitalisme, l'État a enfin trouvé le remède en faisant appel à Dieu, l'éternel sauveur aujourd'hui seul garant d'une laïcité éclairée! Amen! **M.**

Fukushima

Frédéric

Groupe Fresnes-Antony Anar'tiste

« Quand le dernier arbre sera abattu, la dernière rivière empoisonnée, le dernier poisson capturé, alors seulement vous vous apercevrez que l'argent ne se mange pas. »

Prophétie d'un Cree

Le 6 août 1945, à 8 h 15, heure locale, la première bombe atomique de l'Histoire explose à 600 mètres au-dessus d'Hiroshima — une explosion équivalente à 15 000 tonnes d'explosifs TNT. La ville japonaise est instantanément rasée, et 75 000 personnes sont tuées sur le coup.

Aujourd'hui, après l'accident majeur de Fukushima classé au niveau 7 (le plus élevé), la plupart des 100 000 personnes évacuées qui souffrent des conséquences de cette catastrophe civile attendent toujours les indemnités promises par la compagnie Tepco.

Cette catastrophe nous pose l'interrogation suivante : Allons-nous poursuivre dans l'aveuglement, la cupidité et la vanité que produisent les compétitions économiques et qui nous amènent à la situation que nous connaissons aujourd'hui ; ou alors allons-nous plutôt placer l'être humain et la protection de la planète au centre d'actions humanistes et écologiques. Les agissements de l'humanité influent sur les éléments de notre monde. D'abord parce que nous sommes de plus en plus nombreux et ensuite parce que notre gourmandise due à notre utilisation abusive de la technologie nous éloigne de la nature. La conséquence de cette manipulation est de suivre sans nous poser de questions les règles et les commandements de la société matérialiste créatrice de sociétés inhumaines fondées sur l'égoïsme, l'incompréhension de la vie, l'exploitation effrénée de la Terre, l'esclavage matérialiste et une crise écologique sans précédent qui pourraient nous conduire à une catastrophe planétaire.

L'intellectuel allemand Günther Anders précisait en son temps : « Hiroshima est partout. À l'époque, je voulais dire que chaque point de notre terre pouvait être touché et anéanti exactement comme Hiroshima. » La situation actuelle est bien pire.

Car par un seul Hiroshima, peu importe où il a lieu, peu importe que ce soit à Harrisburg, Tchernobyl ou Wackersdorf et peu importe qu'il arrive en temps de guerre ou pendant notre prétendue paix, par un seul Hiroshima, donc, tous les autres lieux de notre bien-aimée terre pourraient devenir conjointement un immense Hiroshima — et même pire. Car ce ne sont pas seulement tous les lieux dans l'espace, mais aussi tous les

lieux dans le temps qui peuvent être ainsi touchés et le sont peut-être déjà. Si nous n'agissons pas aujourd'hui, il est possible que nos petits-enfants et nos arrière-petits-enfants périssent avec nous, à cause de nous. Alors nous, les hommes d'aujourd'hui et nos ancêtres, nous n'aurons finalement jamais existé.

La contamination se poursuit, sans que de véritables moyens de prévenir la population aient été mis en place.

Des équipes d'experts en radioprotection ont relevé des niveaux élevés de radioactivité dans les fruits de mer pêchés par les Japonais au large des côtes du Japon après l'accident dans la centrale japonaise de Fukushima, avec des rejets de césium 137 estimés à 27 millions de milliards de becquerels, a indiqué jeudi 27 octobre l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). « Ce rejet radioactif en mer représente le plus important apport ponctuel de radionucléides artificiels pour le milieu marin jamais observé », relève l'IRSN. « Ce résultat est environ deux fois plus élevé que celui estimé par l'IRSN en juillet et vingt fois plus important que l'estimation faite par l'opérateur japonais Tepco, publiée en juin », précise l'institut français dans une note d'information.

Ces relevés ainsi que les informations récentes sur l'étendue réelle des radiations à Fukushima montrent l'urgence d'informer avec transparence la population et de la mettre à l'abri des conséquences de l'accident de Fukushima Daiichi d'une contamination durable et très étendue. Un communiqué fait état des constatations issues des premiers résultats d'analyse. Les dépôts de césium radioactif sur les sols ont été très importants. Ils génèrent, et vont générer pendant longtemps, un flux de rayonnements gamma responsable de l'irradiation de la population sur des très vastes étendues. En l'absence de mesures de protection, plusieurs millions d'habitants vont recevoir, du fait de cette exposition externe, des doses de rayonnement très supérieures à la limite de 1 mSv/an (la réglementation française fixe à 1 millisievert (mSv) par an la dose efficace maximale admissible résultant des activités humaines en dehors de la radioactivité naturelle et des doses reçues en médecine). Il faut ajouter à cela l'exposition interne (du fait notamment de l'ingestion d'aliments

contaminés) et surtout toutes les doses reçues depuis le 12 mars dernier, doses qui ont pu être extrêmement élevées au cours de la première semaine du fait de la quasi-absence de mesures de protection. Le cumul des substances radioactives rejetées en mer par la centrale nucléaire de Fukushima serait environ trois fois plus important que ne le pensait l'opérateur du site, a affirmé, vendredi 9 septembre, la presse nipponne. Des chercheurs japonais évaluent à présent à 15 000 téra Becquerels la quantité d'éléments radioactifs dispersés dans l'océan Pacifique entre mars et avril, à la suite des explosions d'hydrogène et autres avaries survenues à Fukushima Daiichi, le complexe atomique endommagé par le séisme et le tsunami du 11 mars dans le nord-est de l'archipel.

L'exemple de l'histoire n'a rien amené pour faire en sorte d'éviter ces catastrophes. Des centaines de « pierres à tsunamis » parsèment la côte du Japon et témoignent des vagues géantes du passé. La stèle du village d'Aneyoshi demande de ne pas construire d'habitations en deçà et précise : « Que des habitations en hauteur garantissent paix et bonheur à nos descendants. »

Le « Jinmu boom » et la croissance exponentielle qui débute en 1961 avec le mot d'ordre du premier ministre Ikeda de doubler le produit national brut en dix ans reposent sur une alliance entre le camp conservateur, l'État développeur et les milieux d'affaires (le « triangle de fer »). L'émergence économique du Japon, pays qui apparaît à l'Exposition universelle d'Osaka (1970) comme le troisième grand et bénéficie d'une reconstitution, sous une nouvelle forme, des grands conglomerats (zaibatsu) de l'avant-guerre, d'une main-d'œuvre abondante et qualifiée et de dépenses militaires réduites.

Les faits qui se sont produits ne sont pas donc tout à fait dus au hasard. Poussé par la fièvre d'une compétition économique à partir des années 1960, l'État a cherché à assurer coûte que coûte son autonomie énergétique. Le choc pétrolier de 1973 aidant, la course au nucléaire civil a hissé le Japon au rang de troisième producteur nucléaire au monde, après les États-Unis et la France. Les ingénieurs japonais ont donc fait consciemment le choix de



construire 54 réacteurs nucléaires, dans l'une des zones les plus sismiques et dangereuses de la planète. Malgré le refus et les recommandations de diverses personnalités, dont l'écrivain Haruki Murakami et le sismologue Ishibashi Katsuhiko de l'université de Kobe qui avait donné l'alerte en 2004 pour Hamakao, la centrale la plus dangereuse du pays. Le scientifique estimait que les normes antisismiques étaient dépassées depuis le séisme de Kobe de 1995. La centrale était de fait située près de la zone où était attendu depuis trente ans le « Big One », le séisme qui dépasserait en intensité tous les précédents. En 2007, il déclare : « Si des mesures radicales ne sont pas prises dès maintenant pour réduire la vulnérabilité des centrales nucléaires aux tremblements de terre, le Japon pourrait connaître une véritable catastrophe nucléaire. »

Les centrales nucléaires étaient évidemment surdimensionnées par rapport au risque sismique. À se conduire comme des apprentis sorciers, on finit par mettre en péril des milliers (des millions) de vies humaines. Or le scénario du pire – hautement improbable, bien entendu – s'est bel et bien réalisé. Depuis le redémarrage de deux réacteurs à la centrale d'Ohi, des centaines de milliers de Japonais sont entrés en résistance. Ils manifestent leur opposition chaque semaine dans de nombreuses villes du Japon, quelquefois de manière spectaculaire, ce qui a conduit à appeler leur mouvement la « Révolution des hortensias ».

Selon l'ancien diplomate et professeur à l'Université Tokai Gakuen Mitsuhai Murata,

« si le bâtiment estropié du réacteur 4 de la centrale de Fukushima Daiichi s'effondre, cela va provoquer l'abandon forcé des six réacteurs à cause des radiations dégagées, mais cela affectera aussi la piscine commune de combustible usé contenant 6 375 barres de combustible, située à 50 mètres du réacteur 4. Le nombre total des barres de combustible irradié sur le site de Fukushima Daiichi hors cuves des réacteurs est de 11 421. C'est environ 85 fois la quantité de césium 137 relâché à Tchernobyl. Si la piscine devait s'effondrer à cause d'un nouveau gros séisme, les émissions de matière radioactives seraient énormes : une estimation prudente donne une radioactivité équivalente à 5 000 fois la bombe nucléaire d'Hiroshima », une catastrophe capable de mettre en péril toute vie sur Terre.

Malgré tous ces bouleversements, et les mobilisations inédites contre le nucléaire, le nationaliste Shinzo Abe a été élu Premier ministre du Japon après la victoire écrasante de la droite aux législatives du 16 décembre. Cet homme de 58 ans avait déjà dirigé le gouvernement nippon pendant une laborieuse année entre 2006 et 2007. Son retour intervient en pleine tension avec le voisin chinois qui revendique des îles administrées par Tokyo en mer de Chine orientale, et alors que la Corée du Nord vient de procéder à un nouveau tir de fusée considéré par Tokyo comme un essai de missile balistique.

L'une des obsessions de ce politicien classé très à droite est la révision de la constitution pacifiste de 1947, dictée par l'occupant américain. Après avoir, lors de son précédent passage au poste de Premier ministre, créé le

premier « ministère de la Défense » à part entière du Japon depuis 1945 (le pays ne disposait avant cela que d'une simple « agence » de défense), Abe a promis cette fois de rebaptiser les « Forces d'autodéfense » de l'archipel en « armée nationale ». Son parti est pro-nucléaire et souhaite voir redémarrer des réacteurs nucléaires malgré le traumatisme causé par l'accident de Fukushima, ce qui n'augure rien de bon. Par ce nouveau gouvernement élu en décembre, le Japon a donc choisi de vivre dans le déni du danger nucléaire. On continue à brûler des déchets radioactifs dans tout le pays, on autorise les habitants des zones rouges à passer le nouvel an dans leurs maisons contaminées, on promet de remettre en route les centrales nucléaires arrêtées, les enfants des écoles continuent de porter des dosimètres et de mordre la poussière radioactive invisible. Tout est en place pour une grande catastrophe sanitaire à venir. Malgré tout, il faut continuer à soutenir le combat des Japonais qui veulent un monde sans nucléaire en veillant à ce que l'information circule, en restant vigilant pour toujours dénoncer les mensonges de l'industrie nucléaire, les dangers des faibles doses et les chimères de la décontamination des terres.

Nous devons rassembler toutes les énergies allant dans le sens de la préservation de l'humanité et de la planète, c'est un défi majeur, une question de survie pour nous tous dans cette époque de troubles et de conflits. Nous devons sortir du nucléaire et gérer nous-mêmes l'énergie. **E.**

De l'inconvénient d'être nigérian

TOUT COMME IGNACE est un petit prénom charmant, l'Ogoni est un petit pays charmant. On appelle ainsi la principale région du delta du Niger. Peut-être l'Ogoni serait-il un petit pays indépendant si la colonisation britannique, comme le fit, ailleurs, la colonisation française, ne l'avait inséré dans un pays bien plus grand, le Nigeria. C'eût été bien mince infortune, si l'Ogoni n'avait souffert d'un inconvénient moins oubliable. Un inconvénient noir, poisseux et fort versatile, le pétrole. Le sous-sol de l'Ogoni regorge de pétrole. Les habitants de l'Ogoni, eux, pêcheurs et paysans depuis des temps immémoriaux, ne savent que faire du pétrole. Mais la Royal Dutch Shell («Royal» parce que les reines d'Angleterre et des Pays-Bas sont d'importantes actionnaires) est venu, a vu, a vaincu. Superficie du delta du Niger: 70 000 km². Superficie des installations pétrolières de Shell: 31 000 km². Depuis que Shell tire du pétrole de l'Ogoni, la vie des habitants de l'Ogoni est une mort lente. Oh certes, leur mort s'accélère de temps en temps, lorsqu'il leur arrive d'avoir l'idée malséante de se rebeller contre Shell: en ce cas, la police nigériane, l'armée nigériane, et une foule de milices aussi mal identifiées que bien payées les tirent comme des lapins, s'ils ont de la chance. S'ils n'ont pas de chance, torture et viol épicent la battue.

Pourquoi une «mort lente»? Vous avez vu une photographie de ces champs pétrolifères avec ces torchères brûlant le gaz que les compagnies pétrolières ne jugent pas rentable d'utiliser. Vous avez deviné la hauteur de la torchère, la hauteur de la flamme (deux étages d'immeuble). Voudriez-vous habiter dessous? Si vous êtes une famille de l'Ogoni, vous n'habitez pas dessous. Mais à côté. Car Shell n'a pas voulu gaspiller l'argent de Leurs Majestés en élevant ses torchères. Elles brûlent donc au ras du sol. Il y en a des centaines, et l'Ogoni a la densité d'habitation rurale la plus élevée du monde, 571 habitants au km². Seul avantage, cela engendre tellement de tuyauteries au sol (on sait qu'il y a 6 000 km d'oléoducs, au-dessus du sol) que certaines ménagères font cuire le frichti familial sur les plus chaudes de ces tuyauteries.

Ces incendies permanents sont bruyants, ce qui a le grand avantage de permettre d'oublier le chant des oiseaux, si agaçant parfois.

Notez par ailleurs que ces torchères et leurs flammes immenses contribuent à élever notablement la température autour d'elles, un avantage certain en pleine zone équatoriale. Un petit pays charmant. Très joli par surcroît, grâce à ces merveilleuses irisations que créent les produits pétroliers mélangés à l'eau. Or l'Ogoni, qui occupe un immense delta, est un pays de marécage. Le pétrole, le kérosène, l'essence, etc., qui s'y répandent y coulent partout. En particulier dans les zones ancestrales de pêche. Pas d'inquiétude, le poisson au goudron



constitue le chef-d'œuvre de la gastronomie ogonienne, tous les connaisseurs l'assurent.

Un peu de statistiques au sujet du poisson au goudron? Voilà: «Il s'y déverse chaque année [dans les eaux du Delta] depuis maintenant cinquante ans une quantité de pétrole équivalente à celle qui s'est échappée de l'Exxon Valdez. [...] En 1989, l'Exxon Valdez a déversé environ 40 000 tonnes de pétrole brut dans les eaux de l'Alaska. Dans le delta du Niger, en cinq décennies, deux millions de tonnes de brut se sont ainsi répandues dans la nature. [...] À côté du désastre écologique (dévastation des cultures, des rivières, des mers et des forêts, etc.) il faut ajouter les conséquences en termes de vies humaines, de maladies, ainsi que la corruption, la violence et la répression que génère une situation aussi extrême et complexe». Ce texte est tiré du terrible livre de Xavier Montanyà *L'Or noir du Nigeria, pillages, ravages écologiques et résistances* (Agone/Survie, 13 euros). Pour disposer d'un terme de comparaison, je n'ai rien lu d'aussi apocalyptique depuis *La Supplication* de Svetlana Alexievitch sur Tchernobyl.

Nestor Potkine

Entre Caracas et La Havane

Saisie du journal *El Libertario*

Le journal anarchiste vénézuélien intercepté par les gabelous cubains.



Atelier libertaire Alfredo-López

Traduit par Daniel Pinós
du groupe Pierre-Besnard

LA LIBRE CIRCULATION des idées et de l'information a été bafouée à nouveau à Cuba. Les douanes générales de la République ont décidé de confisquer, le 12 décembre 2012, un envoi de matériel littéraire que les compagnons du journal *El libertario*, depuis la nation sœur du Venezuela, ont envoyé à l'Atelier libertaire Alfredo López (TLAL) de La Havane, à travers DHL.

Contrairement à la presque totalité des fois où les autorités cubaines ont fait un usage discrétionnaire (abusif) de leur pouvoir illimité, cet acte de censure a été enregistré dans l'«acte de rétention et de modification n° 01898», ainsi que dans la «confiscation n° 1366», que nous avons réussi à obtenir.

Dans les documents visés apparaissent les précisions suivantes :

«Marchandises retenues: 4 journaux *El literario* (sic). Espaces ouverts de liberté édition 65 février mars et 13 journaux *El Literario* (sic). Contre le chantage électoral édition 66 mai juin»

El Libertario est l'un des projets journalistiques des plus intéressants, des plus originaux et des plus pluralistes au sein du dynamique et toujours jeune circuit anarchiste latino-américain. Au cours des 15 dernières années, il a accompagné et documenté, comme peu l'ont fait, les diverses luttes sociales qui ont eu lieu au Venezuela, en devenant une source irremplaçable d'information sur les vicissitudes de la pratique

anti-autoritaire et anticapitaliste au sein de l'empire pétrolier le plus important du continent.

C'est avec stupéfaction et étonnement que plusieurs amis de l'Atelier libertaire Alfredo López, projet inséré dans le réseau de l'Observatoire critique, ont reçu ces informations sur la censure. Étonnement, parce que nous avons maintes fois souffert de saisies de matériel envoyé à partir de Caracas et d'ailleurs, de la part de compagnons libertaires, et jamais la police n'a eu la courtoisie de nous le faire savoir. Sans aller plus loin, il n'y a pas plus de deux mois, cinq exemplaires du livre *Cuba : révolution dans la révolution* ont été perdus par le courrier postal. Il s'agissait d'une compilation minutieuse des projets et des espaces autonomes à La Havane, publiée par la Confédération nationale du travail (CNT) et sa section de Paris. Nous éprouvons de la colère, parce que l'argument donné pour la saisie est que ce matériau est contraire à «l'intérêt général de la nation» cubaine.

Le document cité explique que : « En réalisant l'inspection physique de l'envoi, nous avons détecté 17 journaux dont le contenu est une atteinte aux intérêts généraux de la Nation, pour cela nous procédons à la confiscation en vertu de la législation existante. »

Bien sûr, il restait à savoir ce qu'est la législation existante, cela est précisé ainsi : « *Le fait relaté antérieurement constitue une violation de la réglementation RES 5/96 TETE DU 1er RES APTDO AGR et 5/96 2e APTDO CHEF AGR.* » (Sic).

Pourquoi *El Libertario* peut être contraire aux intérêts de la nation cubaine, selon les fonctionnaires de la Douane générale de la République de Cuba ? Pourquoi le chef de la Douane générale de la République, un responsable non élu par la population cubaine, mais nommé directement par les hautes sphères du pouvoir militaire dans l'île, décide de ce que sont « les intérêts généraux de la nation », sans autre consultation ?

Nous n'avons aucune information de première main, mais nous sommes en mesure de donner une réponse catégorique : parce que nos compagnons de Caracas ont développé une vision de la réalité vénézuélienne basée sur les perspectives d'un mouvement populaire hostile à la domination du capital et d'un État pétrolier, qui a eu son éclosion fondatrice au Venezuela en 1989, avec le *Caracazo*¹.

El Libertario est contraire aux intérêts de la nation cubaine parce que son collectif éditorial est conscient, comme peu le sont, de ce qu'on appelle aujourd'hui le *chavismo*², une formule simplificatrice et fautive pour gommer dans l'histoire récente de ce pays la belligérance des mouvements sociaux face à l'effondrement moral et politique de la IV^e République.

Ils ont montré que le *chavismo* est la nouvelle monnaie frappée par les groupes politiques nouveaux, qui émergent du nouvel État bolivien. Une nouvelle monnaie soutenue par l'ensemble des entreprises pétrolières yankees, anglaises, russes, chinoises, iraniennes, argentines, brésiliennes, et cubaines incluses, qui prospèrent en gagnant des millions grâce au capitalisme d'État pétrolier bolivarien du XX^e siècle.

Les efforts journalistiques de nos compagnons de Caracas sont contraires aux intérêts de la nation cubaine parce qu'ils démontrent systématiquement, et avec des informations fiables et vérifiables, tous les édulcorants bolivariens, avec lesquels nous anesthésie la télévision nationale cubaine.

Ils confrontent ces télé-mythes avec la dure et quotidienne lutte des classes dans le pays, grâce aux efforts journaliers des capitalistes pour spolier les masses humaines et dénaturer les paysages naturels vénézuéliens, ils démontrent que la révolution bolivarienne est un autre dispositif politique pour s'assurer que la bourgeoisie vénézuélienne assume, en pleine gouvernance, son rôle de producteur de pétrole pour les intérêts stratégiques des impérialismes mondiaux.

El Libertario est contraire aux intérêts de la nation cubaine parce que dans les numéros envoyés il y a trois articles de valeur sur la réalité de notre île : *Cuba : plus catholique que le pape ?* du chercheur argentin Pablo Stefanoni,

où il enquête sur la position de soumission, de gémissement de l'État cubain lors de la visite de M. Ratzinger, *Que celui qui ne la connaît pas achète la Chine !* d'un de nos compagnons de l'Observatoire critique qui analyse avec une abondante documentation la dynamique du nouvel impérialisme chinois ; et enfin *Pouvoir et falsification : le « Manifeste de Ganoa »*, un texte précieux de Rafael Uzcátegui qui révèle l'incident embarrassant que généra en 1961 l'ex-anarcho-syndicaliste Juan Gaona, en collusion avec le gouvernement révolutionnaire afin de discréditer les libertaires cubains et détourner l'attention internationale de la répression sévère que subissaient un grand nombre d'entre eux.

En outre, l'argument selon lequel *El Libertario* est contraire aux intérêts de la nation cubaine nous montre avec une grande netteté ce qu'est la nature de la nation, quelle qu'elle soit : c'est le visage amical et les efforts du gouvernement pour créer une communauté harmonieuse à travers la coercition. C'est l'attitude émue vis à vis des projets vers les plans étatiques les moins avouables afin d'assurer la constante colonisation de la société.

Nous ne pouvons pas perdre l'occasion de répéter que l'État national, ici et là, sous quelque mascarade idéologique que ce soit, n'est ni un lieu, ni une institution, ni une chose, mais la sublimation quotidienne du manque de liberté organisé et dosifié, ce qui garantit le fait qu'une partie de la communauté nationale commande et l'autre obéit avec plaisir.

Si nous décidons d'essayer de comprendre les fonctionnements de l'Amérique latine et du monde à travers *El Libertario*, c'est une erreur aux yeux de l'État révolutionnaire, qui décide à notre place ce que nous devons savoir et ce que nous ne devons pas savoir, comme le fait le honteux espace télévisé étatique *Le Meilleur de Telesur*. En ce sens, malgré tout ce que peuvent dire les intellectuels organiques de l'État révolutionnaire en sa faveur, l'administration des politiques culturelles et l'administration des casernes ont plus d'éléments en commun que ce qu'ils imaginent.

Ce qui est curieux, c'est que nous analysons tout ça et que nous avons déjà reçu il y a trois mois ces documents par la même voie, que nous les avons lu et que nous les avons fait circuler. Tenter d'expliquer ce paradoxe, c'est comme essayer d'expliquer la circularité du carré.

Nous allons faire la réclamation appropriée pour tenter de récupérer ce précieux envoi, mais en sachant qu'à la fin, aucun des organismes étatiques n'a pour fonction essentielle de rétablir la vérité. Ils sont là pour assurer un minimum de confusion sociale, et asseoir la nécessité de contrôle et la dépendance des élites officielles pour accéder à l'information.

En tout état de cause, nous saluons le zèle des Douanes générales de la République de Cuba et regrettons l'efficacité punitive

croissante de cette institution, qui semble se perfectionner à la lueur de ce qu'on appelle l'actualisation du modèle économique cubain, alors que la société cubaine, et le peuple travailleur en particulier, continue à ne manifester aucune insoumission et à supporter les différentes variantes des tyrannies capitalistes qui nous entourent.

Toutefois, dans le prochain numéro du *Compendio*, du recueil de l'Observatoire critique, nous publierons de nouveau les trois textes directement liés à Cuba parus dans les numéros 65 et 66 d'*El Libertario*. En outre, si des gens à Cuba sont intéressés ou veulent faire des recherches sur le sujet, s'ils souhaitent obtenir une collection digitale assez complète de cette précieuse publication du Venezuela, ils peuvent contacter l'Atelier libertaire Alfredo López (TLAL) de La Havane à travers l'Observatoire critique, pour la demander.

Nous, la poignée d'anarchistes qui habitons cette île, nous continuerons à nous ingérier à ce qu'*El Libertario* continue à arriver à Cuba, c'est-à-dire que nous allons continuer à agir en vrais libertaires pour que l'impossible soit l'oppression et non la liberté. **A. L. A.-L.**

1. Le *Caracazo* est l'ensemble de manifestations et d'émeutes survenues le 27 février 1989 à Caracas, la capitale du Venezuela, et dans les villes alentour. Ces émeutes, les pires de l'histoire du Venezuela, causèrent la mort, selon les estimations, de 300 à 3 000 personnes, en majorité du fait des forces de l'ordre. Pour mettre fin à la crise économique dans laquelle le Venezuela était plongé depuis le début des années 1980, le président Carlos Andrés Pérez proposa au début de son deuxième mandat (1989-1993) l'adoption de réformes aboutissant à une libéralisation du marché, suivant ainsi les recommandations du FMI. En outre, il proposa la fin d'un tarif réglementé pour les biens de première consommation, l'augmentation des prix du téléphone, de l'eau, de l'électricité et du gaz, l'augmentation des prix des biens issus du pétrole, l'augmentation des prix des transports de 30 %, la réduction du déficit budgétaire à moins de 4 % du PIB. La plus grande partie de l'électorat populaire se sentit trahie, car Pérez avait été élu sur la base d'un programme de gouvernement social-démocrate. Les réformes de Pérez incluaient la privatisation des sociétés appartenant à l'État, une réforme fiscale, la réduction des tarifs douaniers, et la réduction de l'intervention de l'État dans l'économie (subvention et protection des entreprises privées). Parmi les réformes draconniennes qui mirent le feu aux poudres figure l'augmentation du prix des transports en commun de 30 %, suivie d'une augmentation de 100 % trois mois plus tard. Les étudiants ne pouvant plus payer leur, c'est le début du *Caracazo*.

2. Le *chavismo* est l'idéologie politique basée sur les principes, les programmes et le modèle de gouvernement associés au président actuel du Venezuela, Hugo Chávez.

André Léo

Éducationniste
et féministe

Hugues Lenoir



ANDRÉ LÉO, UN TEMPS OUBLIÉE, ressort de la pénombre grâce à de récents travaux et publications 1. Sa conception d'une éducation où la mixité est la règle apparaît très « familialiste » au sens où l'éducation relève en premier instance de la famille. Postulat largement partagé par de nombreux représentants des socialismes au XIXe siècle et qui aujourd'hui apparaît un peu dépassé ou pour le moins sujet à débat. Mais André Léo, connue à l'époque comme romancière et militante, publia de nombreux articles dans la presse progressiste et révolutionnaire dont un court article sur l'éducation en général et celle des filles en particulier dans un périodique *Le Droit des femmes*, n° 14 du 10 juillet 1869 intitulé « L'école primaire démocratique. » C'est ce texte qui est présenté ici et commenté. Mais avant, qui était André Léo, cette militante qui choisit un pseudonyme à consonance masculine ?

Une vie combative

Elle naquit à Champagné-Saint-Hilaire (Vienne) en 1832, sous le nom de Léodile Bréa et elle reçut une excellente éducation, ce qui pour une fille à cette période était peu courant. Après le coup d'État de décembre 1851, elle fit la connaissance de Grégoire Champseix, exilé à Lausanne où il était professeur, elle l'épousa et eut deux enfants jumeaux, André et Léo, prénoms à partir desquels elle composa son nom d'auteur.

De retour à Paris, dans les dernières années du second Empire, elle se lança dans la bataille politique et sociale. C'est chez elle que fut élaboré en 1868 le programme de la Société de revendication des droits de la femme, avec la participation d'Élie Reclus et de Marthe Noémie Reclus.

Elle se rangea parmi les combattantes de la Commune en 1871, elle appartient à l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés et collabora à la commission instituée par Édouard Vaillant « pour organiser et surveiller l'enseignement dans les écoles de filles ». Avec Louise Michel et Paule Minck, elle fit partie du Comité de vigilance des citoyennes de Montmartre. Dans le journal *La Commune*, elle formula ainsi son programme (10 avril 1871) : « la terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous ». Après l'entrée des Versaillais dans Paris, elle se rendit en Suisse où elle prit fait et cause pour les bakounistes. C'est là qu'elle fit la connaissance de Benoît Malon avec lequel elle vécut en union libre de 1872 à 1878. Elle vécut à Genève et put ainsi se soustraire à la condamnation prononcée par les conseils de guerre. Elle collabora au journal *La Révolution sociale*, en 1871, dans lequel elle se livra à de violentes attaques contre Marx.

Rentrée en France, elle resta oubliée et malheureuse. Elle collabora cependant aux journaux d'avant-garde et fut rédactrice à

L'Aurore. Elle mourut en 1900. Elle a légué par testament une rente à la première commune de France qui voudrait faire un essai de collectivisme par l'achat d'un terrain communal, travaillé en commun avec partage des fruits².

À société nouvelle, enseignement nouveau

Avant la publication de cet article d'André Léo, de nombreux textes touchant à l'éducation avaient circulé parmi eux, ceux de Charles Fourier ou encore *Le Programme des instituteurs et institutrices socialistes*³ ou ceux de Victor Considérant. Reste que le propos pédagogique d'André Léo anticipe sur de nombreuses évolutions encore à venir dans le champ de l'éducation. Son vocabulaire lui-même révèle cette tendance et des courants qui se revendiqueront de l'« éducation nouvelle », rationnelle, scientifique et du travail.

Dans l'article, « L'école primaire démocratique », l'auteur annonce l'ouverture d'une école primaire laïque « qui ne sera pas seulement une protestation contre les aberrations de l'enseignement actuel donné aux femmes » souvent limité aux tâches domestiques et à la préparation à la vie d'épouse et de mère dans la tradition bourgeoise. Cette école proposera donc « un enseignement fondé, non plus sur les traditions monarchiques et religieuses, mais sur les idées de notre temps ». À savoir pour André Léo, celle d'une éducation moderne visant à l'égalité économique autant qu'à l'égalité entre les sexes.

Pour elle, dans les écoles traditionnelles règne « l'esprit du passé (qui) est l'esprit autoritaire » où il s'agit avant tout de conformer une pâte molle et de reproduire le modèle social attendu et où l'enfant n'est « considéré (...) que comme une argile à pétrir selon le modèle idéal » souhaité par la classe dominante. Mais heureusement l'esprit de révolte et d'insoumission aux injonctions des maîtres est très fréquent et « en pratique il est vrai que les choses se passent moins simplement : l'argile, ou se refusait à être pétri, ou souffrait de l'être », d'où une nécessité absolue de repenser une autre école fonctionnant sur des finalités et des principes différents. Ainsi déplore-t-elle 80 ans après la Révolution : « Il ne nous reste que despotisme, iniquité, superstition et misère. La Révolution, qui semblait devoir être féconde, n'a point d'enfant. La raison en est simple : on les lui enlève à mesure qu'ils naissent, pour les élever dans la maison de ses ennemis. » En d'autres termes, et comme le dénonçait déjà Pierre Joseph Proudhon, l'éducation ne vise qu'à former des jeunes serfs pour la servitude et il convient de construire un système éducatif autonome, libre de toutes contraintes étatiques ou religieuses, au service de la classe laborieuse. Ainsi, pour André Léo, « le nœud de toutes nos difficultés, et la fin de toutes nos luttes, c'est un enseignement nouveau pour la société nouvelle ». Ainsi fonde-t-elle en l'éducation un espoir de transformation sociale comme le firent avant et après elle de nombreux libertaires sans pour autant désertier la lutte sur le terrain économique.

Émanciper les filles

Mais il s'agit aussi pour elle et prioritairement de permettre ou pour le moins d'accompagner l'émancipation de tous mais aussi (et surtout) l'émancipation féminine. Pour cela, il est nécessaire d'édifier « une école pour préparer des citoyennes et non pas des sujettes ». Une école qui est faite « pour développer la raison, non pour l'égarer ; pour aider l'initiative de l'enfant au lieu de la combattre ; une école où la nature sera écoutée ». En d'autres termes comme l'écrit ailleurs André Léo, il s'agira d'étudier, même si le propos est teinté d'utilitarisme, « la science au point presque exclusif de l'application⁴ » en s'appuyant aussi sur l'expérimentation directe, « nous irons dans les champs, le long des haies, dans les bois, chercher des insectes ou des plantes »⁵. Enfin une école où « la liberté (sera) respectée, dont l'égalité sera le dogme, et où la fraternité n'aura pas besoin d'être prêchée parce qu'elle sera devenue facile et naturelle ». Principes d'actions pédagogiques en tout point semblable à ceux que développeront ultérieurement les pédagogues anarchistes. Avant tout respecter la liberté de l'apprenant et de son épanouissement, renoncer à la coercition pédagogique et au pouvoir du (des) maître(s). Ainsi écrit-elle : « si la liberté humaine est le droit et la vérité, assurément elle a ses voies, qui ne peuvent être celles du despotisme. La verge et le pensum, l'étude forcée, font quelquefois des révoltés, mais bien plus souvent des esclaves, jamais des êtres libres dans le sens profond et vrai. » Ne croirait-on pas, en effet, lire Francisco Ferrer ou Sébastien

Faure ? Il s'agit bien de fonder une école sur « la liberté pour apprendre » dont dépend en partie une société libre pour produire et distribuer. Principe de liberté démultiplieur des capacités car « il existe chez l'enfant deux stimulants naturels, fort supérieurs à la compression⁶ (qui n'en n'est pas un, mais tout le contraire), ce sont la curiosité et l'activité. Ces deux stimulants que l'éducation actuelle prend à tâche de décourager, de détruire, l'éducation nouvelle (sic) en peut, en doit faire l'amour de la science et du travail ». En bref, dans les écoles des années 1860, « la dernière chose qu'on s'occupe de lui apprendre (à l'enfant), c'est à réfléchir »⁷. Pédagogie nouvelle, le terme est de Léo, pédagogie de l'apprendre à apprendre, pédagogie rationnelle pour ne pas écrire rationaliste comme pour Ferrer et du travail comme pour Proudhon ou encore Freinet. Tous les ingrédients y sont. Comme du temps de Gustave LeFrançois (1849) et du Programme des institutrices socialistes, « le plan de l'école (nouvelle) est à l'étude (...). Il s'agit de poser la première pierre de l'édifice vers la construction duquel auraient dû porter les premiers efforts de tous ceux qui détestent la superstition et le despotisme, qui adorent la vérité et la liberté ».

Ce texte de 1869 d'André Léo n'est pas fondamentalement « innovant », même sur la question de l'éducation des filles à égalité d'éducation, de chance et de programme déjà posée par certains auteurs évoqués dans le présent article. Au demeurant, l'auteur de « L'école primaire démocratique » y rappelle les principes fondamentaux d'une éducation socialiste, à savoir ceux d'une pédagogie de la liberté, de l'activité, de la créativité... Elle pose par ailleurs les problèmes permanents de l'éducation qui furent ceux de la fin du XIX^e siècle et qui pour une large part sont encore ceux du début du XXI^e. Pour les révolutionnaires, l'éducation demeure une priorité première, un des leviers de l'émancipation. Il convient donc toujours « d'instruire pour révolter » comme Fernand Pelloutier nous le suggérait déjà. Une autre école est encore aujourd'hui un élément indispensable pour permettre aux générations à venir de construire un autre futur. **H. L.**

1. En particulier de Fernanda Gastaldello qui lui a consacré sa thèse et de Caroline Granier.

2. Ce paragraphe est issu de la biographie d'André Léo publiée dans le Maitron (DBMOF) et à quelques modifications près aurait pu figurer entre guillemets.

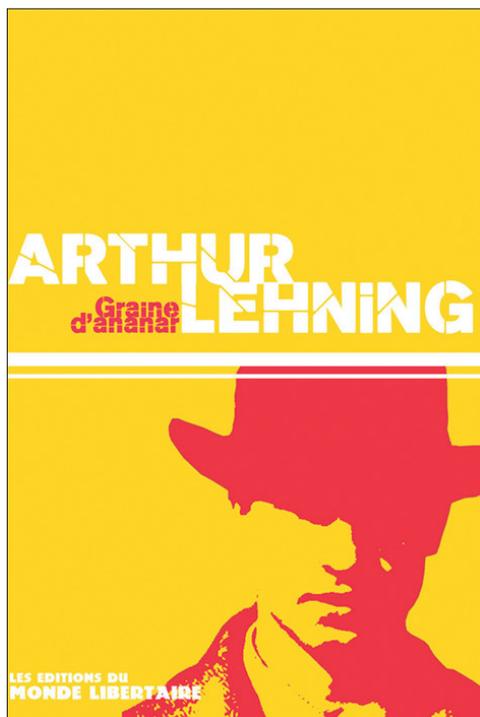
3. Voir H. Lenoir, *Pour l'éducation populaire*, Paris, 2012, Éditions du Monde libertaire.

4. André Léo, *Les deux filles de Monsieur Plichon*, A. Faure éditions, Paris, 1865, cité in *Le pouvoir de l'éducation chez André Léo*, conférence de Fernanda Gastaldello, Poitiers, le 20 octobre 2011.

5. Ibid.

6. Compression : comprendre contrainte.

7. André Léo, *Observations d'une mère de famille* à M. Duruy, A. Faure éditions, Paris, 1865, in conférence de Fernanda Gastaldello, op. cit.



Vient de paraître aux éditions du Monde libertaire, dans la collection « Graine d'ananar », *Arthur Lehning* (72 pages). En vente à la librairie du Monde libertaire, 5 euros. Arthur Lehning (1899-2000) est un de ces personnages un peu oubliés aujourd'hui mais importants du mouvement anarchiste du xx^e siècle. On le trouve aux Pays-Bas, en Allemagne, en Espagne, en France... Il est anarcho-syndicaliste, mais aussi historien. Il fonde la revue d'art abstrait *i70*, il rassemble les œuvres complètes de Bakounine pour les éditer... Lui-même fut l'auteur de nombre d'articles, livres, brochures... On y trouvera, outre un texte d'hommage, un entretien inédit qui fera mieux connaître cette grande figure que fut Arthur Lehning.

Mensonges et vérité

à propos de Victor Serge



François Roux

RUSSE D'ORIGINE, Belge de naissance, Français de culture, Soviétique d'adoption, mort au Mexique et enterré sous la nationalité espagnole, Victor Lvovitch Kibaltchich, dit Victor Serge, est une figure emblématique de la génération des militants internationalistes qui, reprenant espoir après la trahison de la II^e Internationale et la grande boucherie mondiale, s'engagea dans la révolution bolchevique pour l'avènement d'un monde nouveau, s'opposa à sa dérive totalitaire et périt assassiné par les tueurs de la Guépéou ou du NKVD plus souvent que sous les balles fascistes. La publication des carnets écrits par Serge entre 1936 et sa mort est l'occasion de rappeler la cruauté de ces combats et les crimes perpétrés par les staliniens envers les révolutionnaires coupables de n'avoir pas été, comme le dit Serge, « capables de renoncer à la vérité ».

Faire front

En septembre 1941, quand Victor Serge et son fils Vlado¹ débarquent au Mexique après avoir échappé aux griffes de la Guépéou et de la Gestapo, la situation des opposants à Staline n'a jamais été aussi difficile. Léon Trotski est mort un an auparavant, tué d'un coup de piolet par un agent infiltré dans sa villa bunker de Coyoacán. La presse communiste internationale a bruyamment applaudi. Partout où ils ont trouvé refuge – Amérique

latine, États-Unis, Europe non occupée... – les antistaliniens vivent sous la menace des assassins pilotés depuis Moscou. Au Mexique, où les communistes sont peu nombreux mais influents – surtout depuis que Hitler a rompu son alliance avec Staline et que l'URSS affronte le III^e Reich, le PC applique comme ailleurs les ordres du Komintern et hurle à la mort après la « cinquième colonne hitléro-trotskiste ».

L'ouragan historique qui avait poussé Victor Serge de l'anarchisme individualiste² au bolchevisme est retombé. De son expérience lui est restée une conviction révolutionnaire « socialiste-libertaire » qui voudrait concilier la nécessité de l'organisation avec le refus de l'autoritarisme. Pour l'heure, car il reste avant tout un militant plongé dans les combats du présent, Serge appelle tous les courants révolutionnaires à dépasser leurs sectarismes pour faire front à la fois contre Hitler et Staline.

Écriture et résistance.

Par la force des choses, ces carnets sont donc d'abord le témoignage d'une résistance. Serge y recoupe les informations collectées sur le sort des vieux bolcheviks victimes des purges en URSS, sur les antinazis allemands, les anarchistes et les « poumistes » espagnols traqués en France par la police de Vichy, et sur les révolutionnaires insoumis, pourchassés où

qu'ils se trouvent. Inlassablement il rameute les rares journaux qui lui ouvrent encore leurs colonnes et les intellectuels dont il espère le soutien pour alerter sur le sort de tel ou tel dont la vie ne tient qu'à un fil et qui mourra, comme lui-même aurait pu mourir, si le bruit fait autour de son nom n'empêche qu'on le tue. Il est parfois trop tard et c'est alors pour la mémoire d'un camarade qu'il faut réclamer justice : Serge écrit, sollicite – lui qui n'a pas l'échine souple – et prend le risque de se faire écharper par des nervis du PC mexicain lorsqu'il prend la parole en public.

Il se retourne parfois sur son passé (« Dans quelle mesure ai-je vu clair ? ») pendant quelques pages, pas plus, car le présent le rattrape vite : voici qu'une campagne orchestrée par le Komintern dénonce « la troupe de choc de la cinquième colonne » au Mexique, probable prélude à une action plus radicale. Serge n'entend pas se défendre (« de quoi ? »), il attaque publiquement ses calomnieurs et écrit dans son carnet : « C'est surtout l'avenir qui compte pour nous, le constant en-avant. [...] Le combat d'arrière-garde pour sauver le gros des forces ou les idées répond à des nécessités historiques précises qu'il ne nous appartient pas d'éluder ; c'est une défaite locale et momentanée qui sauve quelque chose d'essentiel et doit nous laisser une satisfaction grâce à laquelle nous échappons à la démoralisation de la défaite. Le principal est de ne pas être vaincus en nous-mêmes. »

Carnets de combattant, donc, mais aussi carnets d'écrivain. Victor Serge, qui se définissait lui-même comme un écrivain engagé, a écrit une douzaine d'œuvres romanesques³ et une quinzaine d'essais. Qui a lu les *Mémoires d'un révolutionnaire*, considéré comme son chef-d'œuvre, connaît déjà ses qualités de prosateur. On réalise encore mieux à travers ces carnets quel immense écrivain il était et quelle aurait pu être sa place dans la littérature mondiale s'il n'avait, à l'instar d'un Marcel Martinet⁴, sacrifié sa « carrière » à son idéal. Sachant que ces textes étaient en quelque sorte des « brouillons » dans lesquels Serge puisait ensuite la matière de ses romans ou de ses articles, on reste pantois devant la perfection stylistique de son « premier jet » : paysages, portraits et analyses politiques, les textes courts, limpides et denses se succèdent révélant l'œil de l'amateur de peinture, la profondeur psychologique du résistant qui a vu souvent la nature humaine soumise à rude épreuve et la rigueur intellectuelle du militant incorruptible.

Portrait d'une génération.

« Mon parti tout entier ayant été fusillé ou assassiné, je suis seul et bizarrement inquiet », écrivait Serge avant d'embarquer pour le Mexique. Chaque nouvelle rencontre et, plus souvent, la mort d'un camarade sont l'occasion d'un portrait, précis, incisif et sans une ombre de complaisance. Celui de Trotski, appelé affectueusement « le Vieux », est admiratif mais cruel quand Serge pointe le sectarisme du fondateur de la IV^e Internationale. Le grand besoin de popularité de Gide, dont il admire l'écriture et apprécie le courage, ne lui échappe pas. Le portrait de Romain Rolland qui a intercédé pour Serge auprès de Staline et lui a en quelque sorte sauvé la vie est peu flatteur. Le plus important pour Serge est de rendre hommage aux compagnons de lutte, Lev Kamenev, Andreu Nin, Rudolf Hilferding, Heinrich Brandler, Voline... sans taire les divergences, parfois profondes, qu'il a pu avoir avec eux. Aux grands artistes et intellectuels, Diego Rivera, André Breton ou Stefan Zweig, Victor Serge sait reconnaître leurs qualités artistiques ou humaines mais il ne pardonne pas les manquements à l'engagement et à la cohérence. Quant à la veulerie partisane, elle lui est pardessus tout insupportable. Anna Seghers, la romancière communiste, en fait les frais un jour où, la rencontrant dans l'autocar, Serge lui reproche vertement d'avoir participé à une campagne de diffamation contre des camarades. « Cela me repose pour la millième fois l'étrange problème que je n'arrive pas à résoudre, écrit-il : pourquoi tant de poltronnerie de la part des intellectuels et de telles subites et basses défaillances de la conscience scientifique ? Ils ont une peur insurmontable de remonter les courants, il faut toujours qu'ils soient portés par le flot, "du bon côté du manche", pas trop loin des honneurs officiels et de l'argent. »

Venant d'autres que Serge, ces jugements sans appel irriteraient ou feraient rire. Mais nous n'avons pas affaire ici à un phraseur : cet homme menacé de mort, empêché de travailler et qui a derrière lui trente cinq années de résistance pourrait, s'il acceptait de se taire, se retirer et finir paisiblement le reste de ses jours sans craindre la misère, ni le lacet des tuteurs. Qui oserait le lui reprocher, sinon lui-même ? Mais Victor Serge est mort avec des chaussures trouées aux pieds.

In memoriam révolution

Il faut saluer cette fois encore le travail d'orfèvre des éditions Agone : préface, notes, index, tout est fait pour replacer le texte dans son environnement et apporter au lecteur les informations dont il a besoin. Le glossaire des personnages cités par Serge – soixante-quinze pages, où sont présentées les biographies abrégées de plusieurs centaines d'acteurs peu connus voire oubliés du mouvement révolutionnaire du xx^e siècle, est à lui seul un véritable mémorial.

Les morts naturelles y sont rares et, en le parcourant, on trouve parmi les noms des assassinés ceux de leurs assassins et complices. Plusieurs sont des membres du Parti communiste français (PCF) qui agissaient sur ordre. Cela nous rappelle que le combat de Victor Serge pour la vérité historique n'est pas terminé. Qui se souvient avoir entendu les héritiers de Thorez, Duclos et Marchais s'appliquer les leçons de morale et les injonctions à la repentance qu'ils savent si bien distribuer ? Nous attendons toujours du PCF qu'il sorte du négationnisme et reconnaisse sans palinodies avoir sacrifié trente ans durant au culte de Staline, maître d'une dictature qui aurait mérité son procès de Nuremberg. Nous attendons aussi qu'il rende haut et fort justice à tous les révolutionnaires calomniés, persécutés, pourchassés et souvent tués avec la complicité active de ses chefs et la complicité passive de ses militants, parce qu'ils disaient la vérité sur l'URSS de Staline. **F.R.**

1. Vladimir Kibaltchich, dit Vlady, vécut au Mexique où il réalisa une œuvre picturale aussi riche qu'originale. Lire *À Contretemps* n° 44 (novembre 2012) et visiter le site : www.vlady.org

2. Victor Serge et Rirette Maîtrejean prirent la suite de Libertad à la rédaction de *L'Anarchie* en 1911 (Libertad, *Le Culte de la charogne. Anarchisme, un état de révolution permanente (1897-1908)*, Éditions Agone, 2006).

3. Entre autres : *S'il est minuit dans le siècle*, Le Livre de Poche, 1976 ; *Mémoires d'un révolutionnaire (1901-1941)*, Robert Laffont, Bouquins, 2001 ; *L'Affaire Toulaev*, Lux, 2010 ; *Retour à l'Ouest – Chroniques (juin 1936 – mai 1940)*, Agone, 2010 ; *Les Années sans pardon*, Agone, 2011.

4. Marcel Martinet, *Culture prolétarienne*, Agone, 2004.

Victor Serge, *Carnets (1936-1947)*
Édition intégrale préparée et présentée
par Claudio Albertani et Claude Rioux
2012, Agone, Collection
« Mémoires sociales »,
864 p., 30 euros

Fous pas ton pied dans cette...

De nombreux films ont été réalisés sur le conflit irlandais, mais *Shadow Dancer* est sans doute le premier à faire percevoir aussi bien la logique inhumaine de ce type de combat.



DANS AVOIR VINGT ANS DANS LES AURÈS de René Vautier, le refrain de la chanson du film mettait en garde les appelés à combattre en Algérie : « Fous pas ton pied dans cette merde/Ou bien t'y passeras jusqu'au cou ». Il en va ainsi dans tous les conflits asymétriques qui opposent les appareils répressifs d'un État fut-il démocratique à des groupes armés qui lui contestent la légitimité de son monopole de la violence.

Shadow Dancer se situe bien loin des djebels algériens et pourtant les logiques à l'œuvre sont identiques : personne ne sort indemne de ce genre de conflit. Un agent du MI5 et petit soldat en complet veston, Mac (Clive Owen) va faire le dur apprentissage de cette réalité. Et il n'est pas le seul. Mac est chargé de retourner Collette McVeigh (Andrea Riseborough), une activiste de l'IRA choisie en raison de ses « qualités ». Veuve et mère d'un jeune garçon, Collette fait partie d'une famille engagée dans le combat indépendantiste et ne saurait résister au chantage après son interpellation suite à un attentat volontairement avorté dans le métro de Londres (Collette n'a pas amorcé la bombe : par lassitude, par refus de poursuivre ce type de lutte ? Le film laisse la question sans réponse). Résultat : 25 ans de prison, son fils confié aux services sociaux ou donner des informations sur les activités de ses frères et de leurs proches. Lorsque le film débute, Collette est déjà dans la merde jusqu'au cou. Même s'il pense accomplir son devoir, Mac va vite comprendre qu'il s'y enfonce également peu à peu. Car nul ne saurait être épargné. C'est le point de départ de cette histoire réalisée à la fois comme une fiction documentaire et comme un thriller haletant.

Shadow Dancer est l'adaptation d'un roman écrit par Tom Bradby, correspondant télé en Irlande du Nord. Le roman lui a semblé le plus approprié pour rendre compte de la situation du conflit finissant : nous sommes dans les années quatre-vingt-dix et les deux parties cherchent une issue par une négociation laborieuse. Quant à James Marsh, c'est un grand documentariste qui a obtenu l'oscar en 2008 avec *Man on Wire* (*Le Funambule*). Mais il a également réalisé 1980, l'opus n° 2 de *The Red Riding Trilogy* adapté du Quatuor du Yorkshire de David Peace. Les (trop) rares spectateurs de cette trilogie se souviennent de ces trois films : rapidité, pas un atome de gras, des acteurs formidables, une Grande-Bretagne glauque, miséreuse et qui a oublié le sens de l'*habeas corpus* après l'avoir inventé, des flics ripoux qui ne font pas rigoler et qui vous flanquent même une trouille d'enfer avec leur slogan : *This is North and we do what we want!* Qualités que l'on retrouve dans *Shadow Dancer*. Tom Bradby s'est chargé du scénario et mérite un prix pour l'écriture du meilleur thriller. Magistralement photographiées par Rob Hardy qui avait déjà fait la photo pour 1974, le premier épisode de *The Red Riding Trilogy*, les images de *Shadow Dancer*, avec leur dominante bleue, font ressentir aux spectateurs le froid, un froid clinique, qui glace les personnages au fur et à mesure qu'ils prennent conscience du piège qui les broie.

Car si Mac agit sous les ordres de Kate Fletcher (Gillian Anderson : impeccable comme un agent spécial du FBI chargé des X-Files) en croyant servir, il est autant manipulé que Collette dont il a la charge. Et puis entre ces deux êtres qui demeurent humains malgré

tout, on ne peut empêcher que s'instaurent des relations affectives complexes (je laisse aux futurs spectateurs le plaisir d'en découvrir toute l'ambiguïté) qui contrarient les terribles calculs policiers et politiques.

De nombreux films ont été réalisés sur le conflit irlandais, mais *Shadow Dancer* est sans doute le premier à faire percevoir aussi bien la logique inhumaine de ce type de combat pour tous ceux qui y prennent part : la fin ouverte laisse un goût de cendre. Bien sûr, la hiérarchie, des deux côtés occupée par ses calculs stratégiques, ne se salit pas les mains et s'épargne les états d'âme. Elle prépare le futur où il faudra bien collaborer et gérer postes et carrières... En revanche, les sans grade en prennent plein la gueule. Après *Piazza Fontana* de Marco Tullio Giordana, *Shadow Dancer* rappelle opportunément que les défenseurs du vieux monde font montre d'une détermination impitoyable et d'une perversité sans borne. Mais *Shadow Dancer* rajoute qu'en calquant leur conduite sur celle de leurs ennemis, ceux qui se présentent et se pensent comme les promoteurs d'un monde nouveau, perdent et leur cœur et finalement le sens et la légitimité de leur combat. Alors, il ne reste plus qu'à entonner : « Fous pas ton pied dans cette merde ! »

Mato-Topé

Shadow Dancer, de James Marsh, sortie le 6 février.

Une guerre mensongère de plus

Terrorisme d'État et pillage des ressources au Mali

NOUS SOMMES MIS en demeure de choisir notre camp. D'un côté des religieux armés qui rêvent d'établir le royaume de Dieu sur terre, de l'autre des forces armées techno-capitalistes qui déclarent venir rétablir les droits de l'homme et, au milieu, une population désarmée. C'est d'elle que nous nous sentons solidaires. Il n'existe pas de guerre juste ni de guerre propre. L'union sacrée autour du président va-t-en-guerre François Hollande, l'empressement de l'opération offensive et les discours médiatiques contrôlés, le renforcement du plan Vigipirate, le climat national anti terroriste, visent à nous bourrer le crâne sur le caractère inévitable de cette guerre et à la légitimer. En réalité les intérêts économiques aux relents colonialistes priment de loin sur les vies des populations locales. Les djihadistes ont été très utiles au pouvoir français pour intervenir le 11 janvier 2013.

La classe dirigeante malienne corrompue jusqu'à l'os, la France, l'Union européenne, les instances financières internationales (FMI, Banque mondiale, OMC) ne se sont pas soucies du profond délaissement économique, social et culturel de la population laissant place maintenant à l'urgence militariste. Pendant de longs mois ce fut la porte ouverte aux recrutements en nombre par les jihadistes au Nord-Mali par nécessité économique (jeunes chômeurs, voire des enfants). Il n'est pas exclu que l'intervention de la France, ancien pays colonisateur, renforce les groupes djihadistes par le biais d'une mobilisation et de recrutements qui prendraient une dimension emblématique de lutte contre l'Occident. À trop jouer la « croisade contre le terrorisme international » le boomerang islamiste intégriste n'est jamais loin. L'expérience de l'enlèvement de la guerre en Afghanistan n'a pas servi de leçon bien que la France y ait participé.

La coopération militaire avec la Mauritanie, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad et les deux bases militaires

d'Abidjan et de N'Djamena prouvent s'il en est besoin que la France n'a jamais voulu quitter cette région. Les troupes stationnées en Afrique n'y sont pas pour maintenir la paix mais bien pour intervenir rapidement et garantir les intérêts de grandes entreprises françaises de premier plan (Areva et son uranium, Total et son pétrole, Bouygues et Bolloré et leurs travaux publics, leur mainmise sur les ports et les bois précieux, Orange et ses infrastructures de télécommunication). Le gouvernement français, appuyé par l'Union européenne, semble décidément ne pas vouloir se défaire de ses réflexes colonialistes, ni des avantages que cette politique procure aux industriels français. Se draper de valeurs démocrates pacificatrices et de défense des droits des peuples d'Afrique... et on atteint le comble du cynisme néocolonialiste. Le secteur industriel de l'armement rapporte bien plus que n'importe quel autre (plus que le pétrole ou même le nucléaire). Le marché du nucléaire est autant un marché civil que militaire. Les groupes marchands d'armes comme Lagardère ou Dassault sont propriétaires d'une grande partie de la presse d'opinion française... on comprend mieux pourquoi le discours antimilitariste n'a que peu droit au chapitre dans nos médias.

Après plus d'une semaine d'intervention, près de 200 000 réfugiés fuient les zones de guerre en direction des pays voisins tandis que le Programme alimentaire mondial estime que, dans le contexte actuel de sécheresse et de famine, 5 à 7 millions d'habitants du Sahel auraient besoin d'une assistance immédiate. 230 000 personnes se sont déplacées à l'intérieur du pays. Face aux attaques des armées malienne et française au sol, les forces djihadistes adaptent leur stratégie et se cachent dans les villages. Au milieu, les populations vulnérables seront tôt ou tard les véritables victimes de ces conflits et en particulier les femmes et les enfants. Les risques de conflits larvés entre les communautés sont grands... la

division, la stigmatisation sont à l'œuvre. Comment seront traités la majorité de touaregs n'ayant pas pris les armes ? et les Peuls qui n'ont pas intégré le Mujao ?

La guerre va coûter cher et durer longtemps. L'intervention militaire française est estimée à environ 400 000 euros par jour. La Mission internationale de soutien au Mali (Misma) qui va arriver coûtera 240 millions de dollars par an. Alors que la misère règne, les cordons de la bourse se relâchent quand il s'agit d'aller tuer avec des armes. De telles sommes trouveraient une légitimité dans l'amélioration des structures sanitaires et sociales dans la région du Nord-Mali. Cela serait la preuve d'une volonté de reconstruire à partir de l'existant. Seule la population malienne peut le faire sur la durée. Ce conflit armé d'envergure ne fera que repousser l'espoir d'un retour à un équilibre et d'une amélioration de la situation.

Pour continuer à exister en Afrique, le terrorisme d'État français fait la guerre au Mali et peu importe le nombre de victimes directes ou indirectes (37 otages tués, 29 assaillants abattus à In Amenas en Algérie). Les populations manquent cruellement de politiques sociales, éducatives et culturelles responsables mais au lieu de ça les classes dirigeantes là-bas et ici se lancent dans un conflit à l'issue plus qu'incertaine. Les pays européens emboîtent le pas et suivent la cadence. Ni les Maliens ni les habitants des autres pays africains ne pourront s'émanciper par eux-mêmes tant que le statu quo sous tutelle colonialiste sera la règle. Qui va reconstruire le pays une fois le conflit terminé ? Gageons que les entreprises françaises se tailleront la part du lion... Nous refusons que cette guerre soit menée en notre nom.

Solidarité avec les populations victimes de cette guerre ! Paix immédiate au Mali et dégage la Françafrique !

Fédération anarchiste



Un problème technique ne nous permet pas cette semaine de vous communiquer le programme de la radio sans dieu, sans maître, ni publicité.

La rédaction

Du samedi 23 février au lundi 11 mars.

Le groupe Gaston-Couté organise une expo consacrée à Saint-Hmier 2012. Le lundi 11 mars coïncidera avec la « tournée fédérale » qui passera donc à Orléans. Le lieu est le Chiendent, lieu autogéré (et apolitique!!!) auquel participe notre groupe. Le samedi 23 février date du vernissage, nous proposerons un visionnage du film réalisé par le groupe de Saint-Ouen, suivi d'un débat. L'expo sera constituée par les photos réalisées par Patrick, notre photographe à Saint-Hmier.

Vendredi 1^{er} Février

Rennes (35)

19h30. Conférence gesticulée *Mission (locale) impossible* dans le cadre de Festiv'all organisé par Cité solidaire. Un autre regard sur l'insertion et les jeunes que nous envoyons au casse-pipe avec zèle. Carrefour 18, 7, rue d'Espagne, M° Henri-Fréville. Prix libre.

Lyon (69)

20h30. Serge Utgé-Royo chantera son nouvel album *L'Espoir têtu*. En première partie: Bertrand Chollat (contes et slam). Maison des Passages, 44, rue Saint-Georges. M° Saint-Jean. Réservations: 0478421904. PAF: 13 ou 8 euros.

Brétigny-sur-Orge (91)

18 heures. Contre le traitement inhumain envers les sans-papiers. Cercle de silence à Brétigny. Place de la Gare.

Samedi 2 Février

Lyon (69)

20h30. Serge Utgé-Royo. Voir l'annonce du vendredi 1^{er} février.

Paris XVIIIe

La bibliothèque La Rue est ouverte tous les samedis de 15h à 18h. au 10 rue Robert Planquette. Bientôt, un samedi par mois une rencontre avec un écrivain, un artiste ou un militant anarchiste sera organisé. bibliotheque-larue.over-blog.com

Dimanche 3 février

Saint-Denis (93)

15 heures. Les dimanches de la Dionyversité au Musée de Saint-Denis. « La vitesse: aliénation, culte de la performance et négation d'autrui? » Conférence de Laurent Bihl, historien et spécialiste de l'image. Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, 22 bis, rue Gabriel-Péri, M° Porte-de-Paris.

Mardi 5 février

Saint-Denis (93)

19 heures. Cycle: Crimes et massacres coloniaux. Première rencontre discussion: Introduction de Gilles Manceron, historien. Bourse du travail, rue Bobby-Sand, M° Porte-de-Paris

Jeudi 7 février

Merlieux (02)

18h30. Rencontre débat avec Christian Roux auteur en 2012 de *L'Homme à la bombe* (Rivages/noir) et *La Cabane au fond du chantier* (Syros). Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque sociale. 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 8 février

Vannes (56)

20h30. Soirée cinémanar par le groupe libertaire Lochu et la FA Vannes: projection-débat de *Les Escadrons de la mort, l'école française*, un documentaire de Marie-Monique Robin (*Le Monde selon Monsanto, Notre poison quotidien*).

Fruit d'une enquête de deux ans, ce film révèle l'implication directe de militaires français dans les guerres sales d'Amérique du Sud. Palais des arts. Entrée gratuite.

Vendredi 15 février

Paris XVIIIe

19 heures. Le groupe Louise-Michel vous invite à une conférence débat animée par le Dr Muriel Salmona, Médecin-coordonateur de l'Institut de Victimologie du 92 et présidente de l'association Mémoire traumatique et victimologie. Elle nous parlera des ravages physiques et psychologiques subis par les victimes de viols et de violences et des soins qu'elle s'emploie à leur donner; puis au cours du débat qui suivra, elle répondra aux questions de la salle. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert Planquette, M° Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

Samedi 2 mars

Gand (Belgique)

10 heures à 19 heures. La 12^e Foire internationale du livre alternatif et libertaire se tiendra à Gand en Belgique. Intercultureel Centrum De Centrale, Kraankindersstraat 2, www.decentrale.be ou www.aboekenbeurs.be

EXPOSITION

Pochoirs par SO
du 05 février au 01 mars 2013

VERNISSAGE

le 05 février 2013 à 18h

A LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

PUBLICIS

145 rue Amelot
75011 Paris

Metro: République, Oberkampf, filles du calvaire
www.librairie-publico.com/





Fête des éditions Noir et rouge

À l'occasion de la sortie de son premier livre *Élisée Reclus et les États-Unis*, l'équipe des éditions Noir et rouge souhaite réunir tous et toutes ses ami-e-s.

Ce sera un moment privilégié pour vous présenter notre projet éditorial, pour rencontrer Ronald Creagh, notre premier auteur, et pour écouter vos critiques et vos suggestions.

**Vente de livres d'occasion.
À partir de midi un buffet et une buvette
seront à votre disposition afin de vous restaurer.**

**SAMEDI
2 FÉVRIER**

12h à 18h

**au centre
culturel la Clef**

**34 rue Daubenton - 75005 Paris
M° Censier-Daubenton**

**14 heures :
Présentation
du projet éditorial**

**14 heures 30 :
Rencontre
avec Ronald Creagh**

